● PLF 2024

Inscription de 460 000 unités de logement

(P4)

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

● PALESTINE

Crimes odieux en Palestine sous l'œil du monde arabe et de la communauté internationale

(P16)

ACCROÎTRE LE TAUX D'INTÉGRATION DANS LES USINES AUTOMOBILE

Des batteries fabriquées localement pour Fiat et Renault

L'entreprise algérienne " Fabcom ", spécialisée dans la fabrication de batteries, a signé un accord pour approvisionner l'usine de la marque italienne Fiat à Oran, affiliée au groupe multinational Stellantis, en batteries pour voitures qui seront intégrées localement et qui commencer avant la fin de cette année.

" Un contrat devrait être conclu dans les prochains jours avec Fiat Algérie après que les batteries de notre entreprise ont été officiellement acceptées ", a déclaré à des médias, le directeur général-adjoint de Fabcom Batteries, Ali Samai.

(Lire en Page 3)

● COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations agricoles russes vers l'Algérie ont doublé

(P3)

● TÉLÉPHONIE FIXE

80% des ménages disposent d'une ligne fixe au 2e trimestre 2023

(P5)

● AGRESSION SIONISTE À GHAZA ET EN CISJORDANIE

L'hôpital al-Shifa est devenu une "zone de mort" selon l'OMS

(P12)

EDITION N° 7195 - LUNDI 20 NOVEMBRE 2023- PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREB.DZ

La République centrafricaine inaugure la plus grande centrale solaire d'Afrique centrale

La République centrafricaine a inauguré le 17 novembre la plus grande centrale solaire d'Afrique centrale. Cette installation d'une capacité de 25 mégawatts fournira de l'électricité aux 250.000 habitants de la capitale. C'est un pas pour "favoriser la relance économique et contribuer au développement durable", selon le Président Touadéra. Huit mois après la mise en service de la centrale solaire de Sakaï, les autorités centrafricaines ont inauguré le 17 novembre celle de Danzi, un village situé à 18 kilomètres environ de la capitale Bangui.
L'installation construite sur une superficie de 70 hectares est d'une capacité de 25 mégawatts et comporte près de 47.000 panneaux solaires.
"La centrale solaire photovoltaïque de Danzi qui à ce jour est la plus grande de l'Afrique centrale permet de porter la capacité installée en électricité de la République centrafricaine de 75 à 100 mégawatts alors qu'elle n'était que de 37 mégawatts lors de ma prise de fonction en 2016", a déclaré le Président Faustin-Archange Touadéra lors de la cérémonie.
Selon lui, le lancement de la centrale témoigne de l'engagement du pays à diversifier ses sources de production d'électricité. "Danzi n'est que le début de notre marche vers l'accès universel pour tous les Centrafricains à une énergie propre et de qualité pour favoriser la relance économique et contribuer au développement durable du pays", a indiqué M.Touadéra pour qui "l'énergie est une artère vitale de l'économie". La centrale qui fournira de l'électricité à 250.000 habitants de Bangui a été financée à hauteur de 19 milliards de francs CFA par la Banque mondiale.
Elle permettra aussi de remplacer plus de 90% de l'énergie actuellement produite par le gasoil, tout en générant plus de 4 millions de dollars par an à la compagnie nationale d'électricité. Elle contribuera également à une réduction nette des émissions de 670-674 tonnes de CO_2.
Le besoin total du pays en électricité est estimé à 250 mégawatts.

Air France : suspension au Mali, au Niger et au Burkina

Air France ne dessert plus le Mali, le Niger et le Burkina Faso. De nombreux économistes estiment que la suspension des vols vers ces destinations coûte cher à la compagnie. Par contre, les trois pays en question n'ont rien à perdre, plusieurs autres compagnies assurant déjà les vols. La suspension des vols au Mali, au Niger et au Burkina Faso a placé Air France dans une situation délicate.
La compagnie aérienne a longtemps dominé le ciel africain depuis la chute d'Air Afrique. En 2022, son chiffre d'affaires a bondi de 66%, soit 5,3 milliards d'euros, principalement grâce au marché africain. Le nombre de passagers vers l'Afrique a augmenté de 28% pour constituer 3,87 millions sur un total de 16,49 millions. Les perturbations actuelles menacent de stopper cet élan: Air France ne dessert plus depuis plusieurs mois le Mali, le Niger et le Burkina Faso.
Initialement la compagnie aérienne a suspendu ses vols vers ces destinations invoquant l'instabilité de la situation géopolitique au Sahel et la menace pour le bon déroulement de ses activités. Plus tard, c'est le Mali et le Burkina Faso qui ont opposé leur refus à la reprise des activités d'Air France. Les autorités de ces pays ont qualifié de manque de respect envers les clients la décision unilatérale de la compagnie aérienne de suspendre les vols. Selon de nombreux économistes, Air France, avec cette suspension de vols vers ces différentes destinations en Afrique, perd très gros. "Les pertes pour elle sont énormes, et c'est une année à vite oublier du côté de l'hexagone", signale Malijet.
L'Afrique, jadis une terre d'opportunité et de croissance pour la compagnie, pourrait devenir sa plus grande épreuve financière à court terme.
Pour ce qui est du Mali, du Niger ou du Burkina Faso, les autorités de ces États n'ont rien à perdre. Plusieurs autres compagnies assurent déjà les vols et tout se passe bien.

Inde : une nouvelle piste explorée pour sauver les 41 ouvriers bloqués sous terre

La course contre la montre se poursuit. Les secours indiens envisagent de creuser un nouveau puits pour libérer 41 ouvriers piégés depuis une semaine dans un tunnel effondré, après avoir suspendu des travaux de forage par crainte de nouvelles chutes de débris, ont indiqué les autorités samedi soir. Bhaskar Khulbe, un haut fonctionnaire du gouvernement impliqué dans les opérations de secours, a déclaré qu'il était désormais envisagé de creuser un puits par le haut. " Nous explorons toutes les options pour sauver les travailleurs ", a-t-il dit.
Les secours s'efforcent de dégager les débris dans un tunnel routier en construction dans l'État d'Uttarakhand, au nord de l'Himalaya, depuis l'effondrement il y a une semaine, d'une partie du tunnel que les ouvriers étaient en train de construire. Mais les travaux de forage de tonnes de terre et de roche à l'intérieur du tunnel, pour atteindre les ouvriers, ont été suspendus samedi après qu'un fort craquement s'est produit la veille, laissant craindre que le plafond ne s'effondre.
L'objectif était d'introduire un tuyau d'acier d'environ 90 centimètres de diamètre par lequel auraient été évacués les ouvriers, qui sont tous encore en vie. Un délai de " quatre à cinq jours maximum " est prévu par les secours pour libérer les ouvriers, a ajouté M. Khulbe, sans fournir plus de détails.
L'agence de presse Press Trust of India a pour sa part indiqué que " les préparatifs pour forer un trou vertical depuis le haut de la colline " avaient commencé. Des médias indiens ont également diffusé une photo d'un excavateur déblayant la terre sur le haut de la colline, au-dessus du tunnel. Les secours communiquent avec les hommes piégés à l'aide de radios. De la nourriture, de l'eau, de l'oxygène et des médicaments ont également été envoyés aux ouvriers via un tuyau de 15 centimètres de large.

Une violente tempête en Bulgarie et en Roumanie fait deux morts

Deux personnes ont été tuées en Bulgarie ce week-end par le passage d'une violente tempête, qui a également frappé la Roumanie voisine, provoquant chutes d'arbres et coupures d'électricité sur la côte de la mer Noire.
Une femme de 43 ans a été écrasée samedi soir par un arbre dans la ville de Varna (est), a indiqué la police bulgare dans un communiqué dimanche. Deux secouristes venus sur les lieux ont par ailleurs été blessés par la chute de branches. Plus tôt à Sofia, un conducteur de 65 ans avait trouvé la mort quand un arbre s'est renversé sur sa voiture, tandis que sa femme a été hospitalisée dans un état grave.
Si la situation météorologique s'est calmée dimanche dans la capitale, l'est de la Bulgarie reste soumis à de forts vents dépassant les 100 km/h et à une mer agitée avec des vagues de plus de cinq mètres. La cité balnéaire de Varna a décrété l'état d'urgence, tout comme huit autres localités de la région, les habitants étant appelés à rester chez eux. " Le courant a été coupé dans l'ensemble des quartiers de la ville ", a précisé le maire de Varna Blagomir Kotsev, ajoutant que de nombreux véhicules avaient été bloqués à cause des " tonnes de branches " sur les routes. Un chaos aggravé par la neige dans le nord-est, où la police a reçu des dizaines d'appels d'automobilistes en détresse. La même tempête a touché la Roumanie voisine, où les ports de la mer Noire ont dû être fermés à la navigation. Les services météo ont émis une alerte rouge, le niveau le plus élevé, pour les provinces de Constanta et Tulcea.
Des dizaines de milliers de foyers ont été privés d'électricité et les pompiers sont intervenus pour enlever 140 arbres tombés sur la chaussée. Une quarantaine de véhicules ont été endommagés.

La France essaie avec succès un missile balistique stratégique mer-sol

La France a annoncé, samedi, l'essai avec succès d'un missile balistique stratégique mer-sol, sans charge nucléaire, a-t-on appris de sources concordantes. "Ce soir, un tir d'essai d'un missile M51 sans charge nucléaire a été réalisé avec succès depuis le centre de la Direction générale de l'armement - Essais de missiles de Biscarrosse (sud-ouest)", a écrit le ministère des Armées dans une publication sur le réseau "X". "Objectif : Protéger les intérêts vitaux de la France en toute circonstance", a ajouté la même source.
Dans un communiqué rendu public samedi, le ministère des Armées a ajouté que : "Ce vol a permis de valider une évolution importante du missile qui contribuera à pérenniser la crédibilité de notre dissuasion océanique durant les prochaines décennies".
"La zone de retombées se situe en Atlantique Nord à plusieurs centaines de kilomètres de toute côte", peut-on lire dans le communiqué. "Premier tir d'essai réussi du missile balistique stratégique M51.3 ! Cette évolution pérennise la crédibilité de notre dissuasion nucléaire et démontre l'excellence de notre filière lanceur", a, pour sa part indiqué le ministre des Armées, Sébastien Lecornu. Les médias français ont largement relayé l'information.
"Le missile M51 se décline actuellement en deux versions M51.1, qui a été mis en service en septembre 2010, et M51.2, opérationnel depuis 2016", a fait savoir le journal en ligne "La Tribune".
Le peut atteindre une portée de 10 mille kilomètres et porter jusqu'à 10 projectiles, chacun ayant sa propre trajectoire.

Angola: hausse de près de 3% de la production pétrolière en octobre

La production pétrolière quotidienne moyenne de l'Angola a dépassé 1,14 million de barils en octobre, en légère hausse de 3,08% par rapport au mois précédent, selon des données de l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants angolaise.
Selon cet organisme, la production pétrolière de l'Angola en octobre a atteint 35,56 millions de barils, avec une production quotidienne de 1.147.203 barils, dépassant les prévisions.
L'Angola a temporairement dépassé la Libye en octobre, devenant le deuxième pays producteur de pétrole en Afrique, juste derrière le Nigeria, selon les données de source secondaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

ACCROÎTRE LE TAUX D'INTÉGRATION DANS LES USINES AUTOMOBILE

Des batteries fabriquées localement pour Fiat et Renault

L'entreprise algérienne " Fabcom ", spécialisée dans la fabrication de batteries, a signé un accord pour approvisionner l'usine de la marque italienne Fiat à Oran, affiliée au groupe multinational Stellantis, en batteries pour voitures qui seront intégrées localement et qui commencer avant la fin de cette année.

" Un contrat devrait être conclu dans les prochains jours avec Fiat Algérie après que les batteries de notre entreprise ont été officiellement acceptées ", a déclaré à des médias, le directeur général-adjoint de Fabcom Batteries, Ali Samai.

Il s'agit du deuxième accord avec le groupe multimarque Stellantis, puisque l'entreprise a conclu un partenariat avec l'usine Renault, affiliée au même groupe, à Oran, à travers sa succursale Motrio, selon Ali Samai.

"Nous avons livré la première commande à l'usine de Renault via sa filiale Motrio. Nous sommes à un stade très avancé des négociations avec l'usine Fiat d'Oran, où nos batteries ont été approuvées, en attendant la finalisation de quelques détails liés à la fixation des prix et de certaines conditions imposées par ces usines ", a-t-il ajouté.

" Nous avons également des contacts avec d'autres usines avec d'autres marques concernant le montage de véhicules utilitaires et camions afin d'utiliser nos batteries ", a-t-il poursuivi.

Le même porte-parole n'a pas annoncé la valeur de l'accord, avant qu'il ne soit officiellement révélé. Fabcom est active dans le secteur de la sous-traitance dans la fabrication de batteries automobiles à travers son usine créée en 2015 à Aïn Melilla (wilaya d'Oum El Bouaghi). Avec le début de l'ouverture des autorités algériennes de l'importation de voitures, le cahier des charges réglementant la profession exige que les opérateurs agréés commencent à lancer des projets pour fabriquer ou monter ces marques ou des parties de celles-ci en Algérie. Parmi les conditions les plus importantes de ce cahier des charges figurent l'exigence d'un taux d'intégration progressif à partir de 30 %, selon le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique.

Ali Samai, qui est également vice-président du Syndicat des industriels des batteries et du recyclage, a affirmé qu'il existe 14 usines de batteries en Algérie et que leurs propriétaires sont prêts pour accompagner les opérateurs dans l'activité de montage automobile.

L'usine Fiat, basée à Tafraoui (Oran), devrait entrer en production en décembre 2023, comme cela a été officiellement annoncé.

LES SHOWROOMS " CHERY " COMMENCERONT À COMMERCIALISER LEURS VOITURES À PARTIR DU JEUDI

Le jeudi 23 novembre 2023, les Algériens souhaitant acheter une voiture pourront s'adresser à l'un des points de vente de la marque Chery afin d'en acquérir une.

Ils pourront choisir leur voiture préférée parmi les modèles proposés par la marque chinoise sur le marché algérien : (Arrizo 8), (Arrizo 5), (Tiggo 8 Pro), (Tiggo 7 Pro), (Tiggo 2 Pro), (Tiggo 4 Pro). L'annonce a été faite par Chery Algérie sur sa page Facebook: " Bonne nouvelle pour nos précieux clients. Enfin... Auto Leader Company (ALC), représentant de Chery en Algérie, annonce le lancement du processus de vente des voitures et de réception des commandes, à partir du jeudi 23 novembre 2023. "

Elle a ajouté : "Nous vous informerons prochainement des points de vente de nos agents agréés, où vous verrez les prix des voitures et le dossier requis."

Le représentant de la marque Chery, ALC, en Algérie, avait annoncé précédemment le début de la commercialisation des véhicules de la marque chinoise en Algérie. Mais l'occasion était d'annoncer que Chery Algérie avait officiellement obtenu une licence pour importer ses voitures en Algérie, car cela prend du temps pour acheminer les voitures et les livrer aux points de vente à travers le territoire national. L'événement s'est déroulé à travers une manifestation officielle à la promenade des Sablettes (Alger), en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

Les modèles de la marque ont été présentés au Grand public, offrant des options diversifiées.

Le directeur général d'Auto Leader Company, Ayman Cheriet, représentant de la marque Chery en Algérie, a révélé que "Chery Algérie va lancer un nouveau système d'information qui permettra de suivre les prix de ses véhicules chez tous les distributeurs (30)", "afin d'éviter de vendre des véhicules par des intermédiaires."

Le même interlocuteur a également mis en avant les perspectives de l'entreprise qui envisage de lancer une usine de fabrication automobile à Bordj Bou-Arreridj, d'une capacité de production de 24 000 unités par an.

La capacité de production de l'usine devrait passer à 100 000 voitures au cours de la troisième année de son entrée en production, avec l'ambition de s'orienter vers l'exportation.

Hamid M.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations agricoles russes vers l'Algérie ont doublé

Le Centre fédéral pour le développement des exportations de produits agricoles de Russie " Agroexport " (une agence gouvernementale affiliée au ministère russe de l'Agriculture) a annoncé que la Russie a doublé ses exportations de produits agricoles vers l'Algérie au cours de l'année en cours. Andrei Kucherov, directeur adjoint de l'agence " Agroexport ", a déclaré dans des déclarations rapportées par le site russe " EAD ", que la Russie est " l'un des cinq plus grands fournisseurs de produits agricoles de l'Algérie ". Si les exportations de produits agricoles de la Fédération de Russie vers l'Algérie s'élevaient fin 2021 à environ 336 millions de dollars, ce chiffre est passé à 699 millions de dollars fin 2022. "

Le même responsable s'est dit optimiste quant à l'augmentation du volume des échanges commerciaux entre les deux pays, estimant que l'Algérie est "l'un des pays en développement les plus dynamiques du continent africain avec l'importance de son marché alimentaire".

Selon la même source, l'Algérie est l'un des plus grands importateurs de céréales en Afrique, ainsi que le deuxième acheteur de lait en poudre sur le marché mondial.

De son côté, le Centre d'évaluation de la qualité des grains en Russie a indiqué que l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) a révisé ces dernières années les exigences du cahier des charges concernant les appels d'offres qu'il présente sur les marchés mondiaux pour les importations en blé tendre.

Les nouvelles spécifications ont eu un impact positif sur les exportations de blé russe, après de nombreuses années pendant lesquelles le blé français représentait la majorité des importations algériennes.

En septembre 2022, s'est tenue en Algérie la 10ème session du Comité intergouvernemental algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, où la partie algérienne a également confirmé son intention de continuer à maintenir des conditions favorables aux exportations de céréales russes vers l'Algérie.

Selon les estimations, les importations algériennes de blé en provenance des marchés mondiaux devraient atteindre 8,2 millions de tonnes.

La Russie a commencé à fournir régulièrement du blé à l'Algérie en juin 2021. Cela est devenu possible après que l'Algérie a assoupli ses exigences par rapport aux spécifications du blé russe en octobre 2022.

Avant cela, l'Algérie achetait du blé principalement à la France, à l'Allemagne et à l'Argentine.

Selon l'évaluation du représentant commercial russe en Algérie, Ivan Nalych, rapportée par le Centre Agroexport, le blé russe pourrait occuper à moyen terme 10 à 15% du marché des céréales en Algérie. Cela représente 600 000 à 1 million de tonnes par an.

Hamid M.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Le dernier discours du président de la République a redonné de l'espoir aux opérateurs économiques

Le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prononcé jeudi dernier, à Alger, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, a redonné de l'espoir et rassuré les entrepreneurs, a souligné Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, Kerrar a affirmé que "le discours du président de la République, prononcé à l'occasion de la clôture de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, est un discours d'espoir par rapport à tout ce que recèle notre pays comme richesses humaines et naturelles", assurant que "la sérénité et la confiance sont indispensables pour le développement économique".

Parmi les décisions saluées par Kerrar, celle portant sur le gel des travaux de la commission relative à la surfacturation, affirmant que "la décision d'arrêter cette commission a été chaleureusement applaudie par tous les présents. C'est une décision qui a réellement impulsé la confiance".

Pour le vice-président du CREA, il s'agit aussi d'"un message très fort du président de la République envers le monde économique".

L'autre décision présidentielle qui a été également appréciée et bien accueillie par les chefs d'entreprise concerne la promulgation de la nouvelle loi sur le foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, a-t-il précisé, relevant que "ce texte va donner un nouveau souffle à beaucoup d'entreprises qui attendaient cette loi et qui avaient des projets à réaliser".

Estimant que le pays "est sur la bonne voie" en matière de décisions économiques, M. Kerrar a salué, également, les efforts entrepris par les pouvoirs publics notamment en matière de stabilisation des textes relatifs à l'investissement pour une durée de 10 ans, assurant que cette démarche répondait aux attentes des organisations patronales.

Au sujet de la célébration de la semaine mondiale de l'Entrepreneuriat en Algérie, le vice-président du CREA a mis en avant les capacités des jeunes qui avaient présenté, a-t-il dit, des projets "innovants et ambitieux", tout en mentionnant que "des membres de la diaspora, dont certains ne sont pas nés en Algérie, ont pris part à cet évènement pour manifester leur attachement au pays et pour mettre au profit des étudiants établis en Algérie leurs expertises".

Par ailleurs, Kerrar a évoqué les capacités de l'industrie pharmaceutique algérienne à couvrir les besoins nationaux et contribuer aux exportations hors hydrocarbures.

"L'Algérie est parmi les premiers pays de la région qui a réussi à couvrir 70% de ses besoins locaux en médicaments par la production locale, alors que certains pays qui disposent d'une industrie qui date des années 50 ne couvrent leurs besoins nationaux qu'à hauteur de 50 %", a-t-il fait savoir, assurant que "notre pays peut devenir un grand acteur régional de l'industrie pharmaceutique".

PLF 2024

Inscription de 460 000 unités de logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Laribi a fait état, , devant la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), de 460.000 unités de logement, toutes formules confondues, inscrites dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2024) dont 230.000 logements ruraux. La séance s'est déroulée sous la présidence de Saad Beghidja, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Le programme inscrit au titre du PLF 2024 comprend 210.000 unités de logement, toutes formules confondues, auxquelles s'ajoutent 250.000 autres unités (100.000 de type public-locatif et 150.000 unités de logement rural), décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors du Conseil des ministres du 25 octobre dernier, portant ainsi le total de logements inscrits au programme à 460.000 unités, a précisé Laribi.
Selon les chiffres donnés par le ministre, le programme est réparti comme suit : 130.000 logements publics locatifs (social), 20.000 logements promotionnels publics (LPP), 230.000 unités de logement rural et 80.000 lotissements sociaux.
La réalisation de ces projets permettra de réduire le taux d'occupation par logement (TOL) à 4,18 fin 2024 contre 4,25 enregistré fin 2023, a souligné Laribi, prévoyant que ce taux s'établira, fin 2025, à 4,12.
Pour ce faire, le PLF 2024 prévoit des autorisations d'engagement de l'ordre de 1104,32 mds DA soit une hausse de 100% par rapport à 2023, outre 564,313 mds DA alloués aux crédits de paiement.
Une enveloppe de 711,79 mds DA a été consacrée aux autorisations d'engagement et 313,52 mds DA pour les crédits de paiement, dans le cadre du nouveau programme pour la réalisation des 460.000 unités de logement.
Concernant le programme d'équipements publics, le PLF 2024 prévoit 261 mds DA pour les autorisations d'engagement et 26,8 mds DA de crédits de paiement destinés à la construction de 236 structures publiques (établissements scolaires, polycliniques et sièges de la Sûreté...).
Le PLF inclut, en outre, une grande opération d'équipement relative au suivi et à la réalisation du projet de la ville médiatique "Dzair Media City" et l'affectation de 64 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 40 milliards de DA pour les crédits de paiement destinés au parachèvement du projet du stade de Douera (Alger) et à la réalisation des stades de Bechar et Ouargla (avec une capacité de 25.000 sièges chacun).
Ce budget comprend également un projet d'urbanisme et d'aménagement de 84,476 milliards de DA d'autorisations d'engagement et 60 milliards de DA de crédits de paiement destinés à la réalisation des routes et aux différents travaux et projets d'amélioration urbaine ainsi que le programme de villes et de nouvelles villes avec une enveloppe de 16,8 milliards de DA d'autorisations d'engagement et 34 milliards de DA de crédits de paiement destinés à la prise en charge de cinq nouvelles opérations relatives aux travaux d'aménagement au niveau des nouvelles villes de Sidi Abdallah, Bouinan, Draa Erriche, Ain Nahas et Ali Mendjli. S'agissant des nouvelles mesures législatives prévues pour ce secteur, le ministre a passé en revue une batterie de procédures proposées dans le projet de loi, à l'instar de l'octroi par l'Etat d'une réduction de 10% au profit des bénéficiaires des logements de type "Location-Vente" ayant versé 25% du coût du logement et souhaitant régulariser la situation de leur logement avant la date d'échéance.
Autre mesure prévue, la garantie par l'Etat de l'épargne-logement consacré exclusivement au financement des programmes de logement public au profit des épargnants et exonérer ses revenus de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour une durée de trois ans à partir du premier janvier 2024. Le ministre a également souligné que l'année 2024 sera marquée par le lancement de la réalisation du programme "AADL 3", annoncé par le président de la République à l'occasion de la visite qu'il a effectuée dans la wilaya de Djelfa.

LIVRAISON DE 1,25 MILLION DE LOGEMENTS ENTRE 2020 ET 2023

Concernant le bilan du secteur pour l'année 2023, le ministre a indiqué que le nombre de logements réceptionnés s'élève à 330.647 unités, toutes formules confondues, dont 150.000 distribuées à l'occasion de la célébration du 61e anniversaire de l'indépendance et 130.000 unités à l'occasion du 69e anniversaire de du déclenchement de la Révolution de libération nationale. Ainsi, le bilan des logements réceptionnés depuis 2020 fait état de 1.250.647 unités, toutes formules confondues, durant la même période, selon le ministre. Durant la même période, le nombre de logements, dont les travaux ont été lancés, s'élève à 515.369 unités, toutes formules confondues, à fin 2023, soit 128.418 unités de logements AADL formule location-vente et 202.043 logements ruraux.
Selon M. Belaribi, la concrétisation des projets réceptionnés ou en cours de réalisation a nécessité, durant les années 2020,2021,2022 et 2023, plus de 25 milliards de DA, "un chiffre faramineux qui exprime la volonté du président de la République de préserver le caractère social de l'habitat qui ne s'est jamais arrêté et ne s'arrêtera pas, d'autant plus que nous avons créé des milliers de postes d'emploi et nous avons utilisé des matériaux de construction, dont la qualité équivaut aujourd'hui à celle des matériaux que nous importions dans un passé proche... ce qui a eu un impact direct et positif sur le Produit intérieur brut (PIB)".
Quant au domaine des équipements publics, 4.398 structures publiques, dont 313 structures ont été réceptionnées au titre des programmes centraux de l'année 2023, concernant plusieurs secteurs, dont l'éducation, l'intérieur, la justice, la santé, la jeunesse et les sports.
Par ailleurs, il sera procédé, en coordination avec le ministère de la Santé et le ministère des Finances "dans les meilleurs délais", au transfert du programme des investissements relevant du secteur de la santé, à savoir 79 opérations comprenant 67 projets transférés des directions de la santé aux directions des équipements publics relevant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville qui se chargera du suivi de leur réalisation. De plus, il sera procédé au cours de cette année, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, au transfert d'un programme de réalisation de 380 centres de stockage de céréales (328,550 mds DA) pour sa prise en charge par le ministère de l'Habitat au niveau de 58 wilayas. Concernant les textes législatifs et réglementaires relatifs au secteur, actuellement en phase d'examen au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG), le ministre a cité, notamment, un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi fixant les règles régissant l'activité de promotion immobilière, un projet de décret exécutif portant création d'une agence nationale d'étude, de suivi et de réalisation des grands équipements publics, un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif fixant les modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme, un projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités de cession des biens immobiliers relevant de l'Etat et des offices de promotion et de gestion immobilière, ainsi qu'un projet de décret exécutif portant approbation du plan d'aménagement de la nouvelle ville d'El Menia.
S'agissant des textes en cours de finalisation au niveau des services du ministère de l'Habitat, le ministre a cité l'avant-projet de loi sur l'urbanisme, le projet de décret exécutif modifiant le décret exécutif fixant les règles d'attribution du logement public locatif (LPL) et le projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif fixant les conditions et modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente, de logements réalisés sur fonds publics.

H. B.

PROMOTION DU MOUVEMENT SYNDICAL AFRICAIN

Appel à l'élaboration d'une nouvelle stratégie

Les participants au 12e congrès de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) ont appelé, samedi à Alger, à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour promouvoir le mouvement syndical africain et être au diapason des avancées technologiques dans le marché du travail.
A ce propos, Francis Atwoli, président de l'OUSA a précisé que les avancées technologiques que connait le marché de l'emploi nécessite l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la promotion du mouvement syndical africain en vue de "renforcer les acquis des travailleurs et de protéger leurs droits, tout en leur assurant un climat favorable au travail".
Il a également mis en avant l'importance de la formation continue pour le travailleur africain afin qu'il soit au diapason des nouveautés du marché du travail, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, du e-commerce et de l'économie numérique.
Saluant les efforts de l'Algérie en matière de promotion du mouvement syndical africain et son attachement à faire réussir les congrès africains, le président de l'OUSA s'est félicité des démarches algériennes visant le développement du Continent et la réalisation de l'intégration africaine à travers "le financement de projets et la préservation de sa souveraineté face aux défis internationaux". Pour sa part, le SG de l'OUSA, Arezki Mezhoud a rappelé les mesures prises par l'Algérie à l'effet de promouvoir l'action syndicale et de consolider les acquis des travailleurs, en garantissant un climat de travail favorable, la protection contre les conflits collectifs en milieu professionnel.
Mezhoud a appelé aussi à l'amélioration de la performance du travailleur africain pour être au diapason des derniers progrès survenus sur le marché international du travail. Dans son intervention, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout a mis l'accent sur l'importance de "la consolidation du dialogue avec le partenaire social dans le cadre des lois, l'objectif étant la préservation des acquis réalisés en termes d'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs et de promotion des libertés syndicales". A noter que l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) a remis au président de la République, Abdelmadjid Tebboune une distinction honorifique pour son haut patronage des travaux de ce congrès, en reconnaissance de ses efforts pour la promotion du dialogue social et l'amélioration des conditions des travailleurs.
Le président de l'OUSA a remis cette distinction honorifique au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb.
Tenus sous le haut patronage du président de la République, les travaux du 12e congrès de l'OUSA ont vu la participation de plus de 100 délégués syndicaux de près de 50 pays, outre des personnalités syndicales internationales.

Omar A.

TÉLÉPHONIE FIXE

80% des ménages disposent d'une ligne fixe au 2e trimestre 2023

La proportion des ménages disposant d'une ligne fixe (filaire, 4G LTE et FTTH) a atteint 80% durant le 2e trimestre 2023 en Algérie, en augmentation de 1,76% par rapport au trimestre précédent, selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE).

"La proportion des ménages disposant d'une ligne fixe en Algérie a atteint les 80% au 2e trimestre 2023, alors qu'elle était de 78,24 le trimestre précédent, soit une évolution de 1,78% en l'espace de 3 mois", précise le rapport élaboré selon une population algérienne estimée à 44,18 millions d'habitants et un nombre de ménages évalué à 7,36 millions au 30 juin 2023.

Le nombre d'abonnés aux réseaux de téléphonie fixe a dépassé les 5,91 millions durant le 2e trimestre de 2023, alors qu'il était de 5,75 millions durant le 1er trimestre de la même année, soit une évolution de 2,69%. Sur les 5,91 millions d'abonnés aux réseaux de téléphonie fixe, plus de 5,45 millions étaient des abonnés résidentiels et 459.631 des abonnés professionnels.

L'Autorité précise, en outre, que sur le nombre total des abonnés aux réseaux de téléphonie fixe au 30 juin dernier, 3,60 millions étaient des abonnés aux réseaux filaires, 1,55 million aux réseaux sans fil 4G LTE et au réseau en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) 740.109 clients.

Le taux de pénétration de la téléphonie fixe a connu une évolution, passant de 13,04% au 1er trimestre 2023 à 13,38% au 2e trimestre de la même année.

LÉGÈRE DIMINUTION DU NOMBRE D'ABONNÉS AU 2E TRIMESTRE 2023

Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile (GSM, 3G et 4G) a enregistré une diminution de 0,8% en passant de 49,30 millions d'abonnés au 1er trimestre de l'année 2023 à 48,91 millions d'abonnés au 2e trimestre de la même année, indique l'Autorité de régulation de la Poste et des Communications électroniques (ARPCE) dans son dernier rapport.

Sur les 48,91 millions d'abonnés, 45,14 millions étaient abonnés au réseau 3G/4G, soit 92,29% du nombre global, contre 3,77 millions d'abonnés au réseau GSM, soit 7,71%, relève l'ARPCE.

Le taux de pénétration au réseau de téléphonie mobile a également enregistré une diminution nette de 0,94 points, passant de 111,66% au 31 mars de 2023, à 110,72% au 30 juin 2023, note

ce rapport élaboré selon une population algérienne estimée à 44,18 millions d'habitants.

"La régression du taux de pénétration est due à la légère régression du marché de la téléphonie mobile durant cette période", estime l'ARPCE.

S'agissant des opérateurs de téléphonie mobile, Mobilis demeure en tête, en termes d'abonnés aux réseaux GSM, 3G et 4G au 30 juin de 2023, avec 21,25 millions d'abonnés, suivi de Djezzy (15,27 millions) et d'Ooredoo (12,39 millions), indique l'ARPCE.

L'opérateur Mobilis enregistre ainsi une légère diminution de son nombre d'abonnés GSM, 3G et 4G avec 21,25 millions d'abonnés durant le 2e trimestre de 2023, alors qu'il était de 21,36 millions au 1er trimestre de la même année. Il est suivi de l'opérateur Djezzy qui a connu une légère augmentation passant de 15,20 millions d'abonnés durant le 1e trimestre de 2023 à 15,27 millions durant le 2e trimestre de la même année. Ooredoo a, quant à lui, connu une diminution de son nombre d'abonnés avec 12,39 millions d'abonnés durant le 2e trimestre de 2023 alors qu'il dépassait les 12,74 millions le trimestre précédent.

La part de marché de Mobilis a été estimée à 43,45% au 30 juin 2023 (43,32% au 31 mars 2023), celle de Djezzy a été évaluée à 31,22% au 30 juin 2023 (30,84% au 31 mars 2023) et d'Ooredoo à 25,33% au 30 juin 2023 (25,84% au 31 mars 2023).

Hamza B.

SAÏHI AU 24E CONGRÈS NATIONAL DE DIABÉTOLOGIE

Saihi : "La loi relative à la prévention et aux risques sanitaires, en cours d'élaboration "

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, samedi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), la cérémonie de célébration de la Journée mondiale du diabète sous le thème : "Diabète : l'éducation pour protéger l'avenir".

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Saihi a affirmé que le texte de loi relatif à la prévention et aux risques sanitaires, en cours d'élaboration, permettrait de "définir la responsabilité de chaque secteur dans le domaine de la prévention des maladies et d'améliorer le mode de vie de la population".

Estimant que "toute mesure liée au système de santé qui ne repose pas sur la prévention n'a aucune véritable valeur", Saihi a souligné que la prévention est devenue "une nécessité qui nous amène à proposer une loi fixant les missions de tous les acteurs".

Le ministre a également insisté sur "l'impératif de recourir au médecin référent et de revoir le rôle fondamental du médecin généraliste en le généralisant à toutes les wilayas, afin de permettre un dépistage précoce des maladies et la protection des individus avant que leur état ne se complique".

Il a précisé, dans ce sens, que le ministère avait adopté "une stratégie nationale axée sur la prévention et la prise en charge de l'individu, reposant sur l'éducation, la participation de tous les secteurs et l'intensification des rencontres scientifiques".

Saihi a mis l'accent, en outre, sur l'importance de l'implication des associations dans le domaine de la prévention, et l'organisation d'ateliers dans tous les établissements hospitaliers, ainsi que la sensibilisation au danger de ces maladies. Pour sa part, le directeur de la prévention au ministère de la Santé, Dr Djamel Fourar, a mis en relief l'importance du volet prévention pour protéger les générations futures des différentes maladies, notamment le diabète, faisant remarquer que cette journée internationale est célébrée dans toutes les wilayas afin de sensibiliser les citoyens aux dangers de cette maladie. Il a rappelé, en outre, le lancement de campagnes de sensibilisation sur le diabète au niveau des wilaya de Tébessa, Khenchela, et Alger, ainsi que d'autres campagnes sur l'importance d'une nutrition saine dans les établissements scolaires dans la capitale.

A cette occasion, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Nouhou Hamadou , a salué les efforts de l'Algérie dans le domaine de la prévention, de la prise en charge des patients, et le développement de la recherche et la disponibilité des médicaments.

H.Ch

SOCIÉTÉ CIVILE

Benbraham appelle à la diversification des initiatives pour promouvoir la citoyenneté

Le président de l'Observatoire national de la société civile, Noureddine Benbraham a appelé, samedi à Saïda, à l'intensification et la diversification des initiatives pour promouvoir la citoyenneté et renforcer la cohésion sociale.

Benbraham a insisté, dans une allocution prononcée lors " du forum de la société civile pour le dialogue et la citoyenneté et le développement local ", abrité par l'université Dr Moulay Tahar de Saïda, sur la prise de différentes initiatives en faveur du développement, permettant de renforcer la cohésion sociale, de réaliser la solidarité et la prise en charge sociale.

Il a souligné que ces initiatives devraient contribuer à la consécration de la démocratie et offrir des espaces aux jeunes pour développer leur connaissance et leur ouvrir les perspectives dans les différents domaines pour pratiquer et apprendre l'art du leadership.

Le président de l'Observatoire a fait observer que " la justice sociale nécessite de donner la chance au citoyen le plus éloigné, qui habite le dernier point frontalier du pays, afin d'adhérer au travail associatif et participer au débat ".

Benbraham a ajouté que " l'amélioration de la performance des acteurs dans la société civile doit passer également par la formation, à travers l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ".

Dans ce cadre, il a annoncé le lancement dans les deux prochaines semaines de la première plateforme numérique de formation thématique de la société civile, qui sera ouverte à tout le monde sans distinction, soulignant que cette plateforme numérique contient des vidéos d'experts algériens devant assurer l'encadrement de sessions de coaching à l'étranger, portant sur la manière de gérer les associations et de valoriser les capacités de la société civile.

D'autre part, il a affirmé que " le forum national de la société civile pour le dialogue et le développement local " qui sera organisé au mois de décembre prochain, accueillera plus de 600 associations locales et sera une occasion pour lancer de nouveaux dispositifs au profit de la société civile.

Benbraham a saisi l'occasion de cette rencontre dans la wilaya de Saïda pour réaffirmer la solidarité du peuple algérien avec leurs frères palestiniens, qui font face quotidiennement aux agressions barbares de l'entité sioniste qui tue enfants, femmes et vieillards.

Younes B.

KHENCHELA

Les actions réformistes et l'esprit patriotique de cheikh Abou El Yakdane mises en lumière

Les participants à la conférence, organisée samedi à Khenchela à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort du journaliste réformateur cheikh Brahim Abou El Yakdane (1888-1973), ont mis l'accent sur les actions réformistes et l'esprit patriotique de cette figure du réformisme. Dans son intervention durant la rencontre tenue au centre culturel islamique du chef-lieu de wilaya, Dr. Malika Guelil de l'université Abbas-Laghrour de Khenchela a relevé que le cheikh "est un pionnier de la presse et du réformisme en Algérie durant les années 1930 comme le révèlent ses articles publiés dans les journaux d'alors Oued Mizab, Mizab, El Maghrib, El Boustane, Ennebras, El Forkane, Ennour, El Oumma et El Mountakid du cheikh, Abdelhamid Ben Badis. L'intervenante a également analysé l'impact de ses articles dans lesquels il dénonce le triptyque ennemi de l'homme constitué de l'ignorance, la pauvreté et l'archaïsme. De son côté, Rafik Khelili, enseignant d'histoire à la même université, a invité la fondation cheikh Abou El Yakdane à œuvrer à publier les 60 manuscrits laissés par le défunt cheikh pour les mettre à la disposition des universitaires. Il a également évoqué les traits du renouveau portés par la pensée du cheikh et le bond fait par la presse algérienne grâce à l'imprimerie arabe qu'il fut le premier à acquérir en Algérie en 1931 et son rôle dans la prise de conscience de la société algérienne sous l'occupation. Cheikh Nacer Bouhedjam, responsable de la fondation Abou el Yakdane, a souligné dans son allocution d'ouverture les diverses qualités du cheikh qui constitue un symbole du réformisme algérien dont le rayonnement a irradié sur dans plusieurs autres pays. Un documentaire réalisé par la fondation en coordination avec l'entreprise de communication Wamdha a évoqué le parcours du cheikh journaliste au travers des témoignages de 18 personnalités d'Algérie, de Tunisie et du Sultanat d'Oman. Le directeur de la culture et des arts de Khenchela, Mohamed Alouani, a fait don à l'occasion d'un lot de livres à la fondation Abou El Yakdane. La fondation Abou Yakdane a lancé au début de ce mois de novembre à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort du cheikh Abou El Yakdane plusieurs manifestations, expositions et concours qui ont débuté au palais Moufdi-Zakaria d'Alger avant d'être déplacés vers Oran puis Constantine pour se poursuivre à Khenchela puis à partir de dimanche à Batna avant d'être clôturés à la ville natale du cheikh, El Guerrara (Ghardaïa).

BECHAR

Le CRA fait don d'équipements médicaux

Le Croissant rouge algérien a fait don d'équipements et produits médicaux au profit de structures de santé dans des zones éparses de la wilaya de Bechar, a-t-on appris samedi auprès du CRA.

"Les zones éloignées et frontalières du Sud du pays sont prioritaires en ce qui concerne les actions de solidarité et de dotation de leurs structures de santé en équipements et produits médicaux nécessaires, et ce, dans le cadre des efforts menés par le CRA en coordination avec le secteur de la Santé pour améliorer les prestations sanitaires dans ces régions ", a déclaré à l'APS la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui. A la faveur de cette initiative, la salle de soins de la localité frontalière de Boukais (55 km à l'ouest de Bechar) et celle de Rosf Ettayba (160 km au nord de Bechar) ont bénéficié d'un " important " lot d'équipements et produits médicaux, a-t-elle fait savoir, affirmant que le CRA voudrait apporter une contribution à l'amélioration des conditions de prise en charge médicale des citoyens issus des régions reculées. Depuis début 2023, plus de 200 opérations et actions de solidarité dont des campagnes de collecte de sang, ont été menées par le comité de wilaya du CRA, a, pour sa part, indiqué son président, Mohamed Alloua, signalant que plus de 60 tonnes d'aides humanitaires ont été collectées auprès des bienfaiteurs et donateurs au profit de la population de Ghaza, martyrisée par l'agression de l'entité sioniste. Le CRA est présent à Bechar à travers neuf comités de daïra et recense plus de 300 adhérents volontaires, de même qu'il entreprend au quotidien diverses actions de solidarité avec les différentes franges de la société, a-t-il poursuivi. La présidente du CRA a achevé sa visite de travail de deux jours dans la wilaya en se rendant au Centre de l'enfance assistée pour s'enquérir des conditions de prise en charge des pensionnaires de cette structure qui abrite une trentaine d'enfants.

INCENDIE D'UN CAMION À ORAN

Le bilan porté à 8 morts

Le bilan de l'incendie d'un camion survenu lundi dernier dans la commune d'El-Braya (Oran), s'est alourdi à 8 décès, a-t-on appris, de source hospitalière. Selon Bahi Yamina, chargée de communication à l'Etablissement hospitalier spécialisé des brûlés " Dr Ouahrani Fethi Mustapha ", une huitième personne est décédée, vendredi, des suites de ses blessures, alors qu'elle souffrait de brûlures du troisième degré, tandis qu'une autre personne se trouve toujours au niveau du service de réanimation du même établissement hospitalier. Pour rappel, un incendie s'est déclaré lundi dernier dans un petit camion avec des ouvriers à bord sur la route reliant les communes d'El-Braya et Oued Tlelat, entraînant la mort sur place de cinq personnes, qui ont été carbonisées, et quatre autres ont été brûlées, dont trois sont morts des suites de leurs blessures. Une enquête préliminaire a été ouverte sur cet incendie et confiée à la brigade de Gendarmerie Nationale de Oued Tlelat pour déterminer les tenants et les aboutissants de cette affaire, et présenter les responsables devant le Parquet de la République près le tribunal de Oued Tlelat, a indiqué un communiqué du Parquet général près la Cour d'Oran. La même source a souligné qu' " en application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale et dans le but d'informer l'opinion publique, le Parquet général près la Cour d'Oran a appris que, le 13 novembre 2023 à neuf heures trente du matin, un incendie s'est déclaré dans un camion au niveau de la zone d'El-Braya, relevant du tribunal de Oued Tlelat, entraînant la mort de sept personnes qui se trouvaient à bord et deux brûlés actuellement sous traitement ".

COLLOQUE INTERNATIONAL DE LA TARIQA CHIKHIYA À GHARDAÏA

Appel à promouvoir le tourisme spirituel

La promotion du tourisme spirituel a été vivement recommandée au terme de la 7ème édition du Colloque international de la Tariqa Chikhiya, clôturée jeudi dans la wilaya de Ghardaïa. Les recommandations ayant sanctionné cette rencontre de deux jours ont mis en avant l'importance de promouvoir le tourisme spirituel pour soutenir la diplomatie religieuse en Algérie, pays regorgeant d'inestimables potentialités touristiques et spirituelles, d'innombrables zaouïas, monuments, sanctuaires et sites religieux et historiques, lui conférant une place de choix parmi les destinations touristiques mondiales. L'importante valorisation et préservation des structures religieuses de l'Algérie, legs religieux à dimension culturel, pour protéger les éléments caractéristiques religieux de la société fait partie des recommandations qui appellent, entre-autres, à renouveler les mécanismes du discours religieux. Pour ce faire, ont-ils préconisé, la préservation des règles de l'énoncé cultuel, ses sources et la mise à profit des nouvelles technologies, en plus de la suggestion de création des tribunes médiatiques au diapason des médias numériques modernes, d'un centre universel chargé des études en soufisme au service de la civilisation aussi islamique qu'humaine. Les participants ont, au terme de cette rencontre, rendu un grand hommage aux efforts de coopération et d'échanges d'expériences et de connaissances entre érudits musulmans, prédicateurs et guides religieux œuvrant à l'unification de la nation et la propagation de la saine religion et la lutte contre les idées fanatiques et extrémistes. Placée sous le thème "le tourisme religieux et son rôle dans le renforcement de la diplomatie religieuse et ses répercussions sur les décisions déterminantes de la nation", cette rencontre internationale a été riche en communications et exposés, dont celle de l'universitaire Yamina Hadri (Ghardaïa), dans laquelle elle a souligné que "le tourisme spirituel prééminent en Algérie et dans d'autres pays du monde aura, hors intérêt économique, une influence psychologique et spirituelle auprès des différents peuples". "Le tourisme spirituel contribue largement dans l'unification des peuples et l'instauration des passerelles de solidarité, de coopération et d'échanges culturels, dans la valorisation des ressources financières et économiques à la faveur de l'affluence des touristes", a soutenu l'intervenante. Elle a, à cet effet, préconisé l'importante réhabilitation des monuments et lieux cultuels, l'élaboration d'une nomenclature du legs cultuel de la population, avant d'appeler, à cette occasion, à mettre à profit les nouvelles technologiques dans la promotion et la médiatisation de la destination touristique spirituelle en Algérie. Ce colloque constitue, de l'avis des participants, un carrefour pour la consolidation des liens de fraternité entre disciples et adeptes confrériques et le raffermissement de la diplomatie religieuse axée sur la culture de l'amour d'autrui et la sagesse conformément aux valeurs suprêmes et préceptes de l'Islam et du message du prophète Mohamed (QSSSL), ont indiqué les organisateurs. De nombreux participants se sont félicités de cette importante rencontre dans la revivification de la voie confrérique du Chikhiya, l'examen de sa mission dans la spirituelle au sein de la société algérienne, la valorisation des contributions des personnalités vénérées de la tariqa dans le rayonnement des principes et valeurs de l'amour et de la tolérance. Organisée par la zaouïa du Cheikh Sidi-El Hadj Ahmed Ben-Bahous de Metlili, sous le haut patronage du ministre des affaires religieuses et des Wakfs, cette 7ème édition, qui a regroupé des érudits, personnalités vénérées disciples et adeptes de la Tariqa du pays et d'autres pays du monde, constitue une rencontre de reconnaissance et d'exploration de la pensée d'une d'éminentes personnalités de la Tariqa, en l'occurrence le cheikh "Sidi Maâmar Abou El-Aliya El Boubekri, comme modèle", un disciple et pieux adepte de la Taria Chikhiya.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie et le Royaume-Uni réaffirment leur engagement à parvenir à une solution politique

L'Algérie et le Royaume-Uni ont réaffirmé leur engagement à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, sur la base du règlement onusien qui prévoit le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, selon le Communiqué commun sanctionnant les travaux de la 2e session du dialogue stratégique entre les deux pays. Lors de cette session, les deux parties ont réitéré leur "engagement à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, sur la base du règlement onusien qui prévoit le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations unies". Elles ont également réaffirmé leur "plein soutien aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, Staffan de Mistura, ainsi qu'à la MINURSO". Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a eu des entretiens constructifs avec le ministre d'Etat britannique en charge du Moyen-Orient, de l'Afrique du nord, de l'Asie du sud et des Nations unies, Lord Tariq Ahmad de Wimbledon, "visant à renforcer la coopération bilatérale actuelle et future". Les deux ministres ont évoqué les questions régionales et multilatérales d'intérêt commun, échangeant leurs évaluations de la situation dans la région MENA et au Sahel, selon le même communiqué commun. Ahmed Attaf, a affirmé, que l'Algérie était "prête à faire de nouveaux pas vers la construction d'un partenariat solide et dynamique" avec le Royaume-Uni et s'efforçait d'être "un acteur crédible et fiable dans l'économie mondiale". "Je suis ici pour réaffirmer que nous croyons également en l'avenir prospère qui nous attend et que nous sommes prêts à nous joindre à nos amis du Royaume-Uni pour faire de nouveaux pas vers la construction d'un partenariat solide et dynamique", a déclaré Attaf lors d'une rencontre à l'ambassade d'Algérie à Londres avec

un groupe d'opérateurs économiques et d'hommes d'affaires britanniques, membres du Conseil des affaires algéro-britannique. "Au cours des dernières années, nous avons démontré ensemble que cet objectif stratégique est à notre portée. Nous avons en effet atteint des niveaux plus élevés de coopération dans les principaux domaines qui constituent l'essentiel de nos relations bilatérales, notamment dans les domaines politique, sécuritaire, culturel et économique", a-t-il souligné, en présence notamment de Lord Richard Risby, envoyé spécial du Premier ministre britannique chargé de la promotion du partenariat économique avec l'Algérie, et Lady Olga Maitland, présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique. A cet égard, a-t-il poursuivi, "il est très encourageant de constater que les échanges commerciaux entre l'Algérie et le Royaume-Uni ont connu une croissance de 40%, pour atteindre un montant total de 2,4 milliards de dollars en 2022". Par ailleurs, M. Attaf a saisi l'occasion pour mettre en exergue les nouvelles opportunités d'affaires en Algérie, des opportunités, a-t-il tenu à préciser, "qui ont émergé suite à la mise en œuvre des différentes réformes économiques initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Mais avant d'évoquer ces réformes, le ministre a révélé quelques chiffres représentant la Nouvelle Algérie. A ce propos, il a précisé que le PIB de l'Algérie s'élève à 224 milliards de dollars en 2023. La croissance économique est estimée à un taux de 5,3% en 2023, contre 4,7% en 2022, et la croissance des secteurs hors hydrocarbures s'est accélérée de 4,9% en 2023 contre 4,3% en 2022. De plus, la balance commerciale de l'Algérie a atteint un excédent de 20,21 milliards de dollars à fin 2022, contre 1,1 milliard de dollars l'année précédente. Les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une augmentation "significative", passant de 5 milliards en 2021 à 7 milliards de dollars en 2022. "Quant aux réserves de change, elles avoisinent les 80 milliards USD en 2023, et depuis plus de quinze ans, l'endettement extérieur a quasiment cessé d'exister dans le paysage économique algérien. L'inflation, malgré la hausse des prix à l'importation, a été contenue à 9,5% au cours des sept premiers mois de 2023", a-t-il détaillé.

L'ALGÉRIE, UN ACTEUR INCONTOURNABLE DANS L'ACCÈS AUX MARCHÉS VOISINS

Ces performances économiques encourageantes, a encore souligné Attaf, "sont le résultat des réformes importantes entreprises par le gouvernement algérien pour instaurer un climat des affaires favorable et conforme aux attentes des investisseurs étrangers". Il a, par ailleurs, tenu aussi à rappeler que "la situation géographique stratégique du pays en Afrique du Nord sert de porte d'entrée à la fois vers l'Europe et l'Afrique, offrant un accès sans précédent à de vastes marchés et opportunités commerciales". "Conscient du potentiel offert par sa position géographique, le gouvernement l'a renforcée par des accords de libre-échange avec l'Afrique, l'Union européenne et le monde arabe. Cela fait de l'Algérie un acteur incontournable dans l'accès aux marchés voisins", a-t-il enchaîné.

Et afin de consolider davantage cet atout, l'Algérie "a entrepris la construction de nouveaux ports, qui seront reliés aux autres pays africains par la route, avec l'autoroute transsaharienne et par le train, avec un projet de construction d'un total de 12.500 km de voies ferrées reliant l'Algérie à la Mauritanie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Nigeria". Dans le même esprit, "nous multiplions nos liaisons aériennes avec les pays africains et européens afin de fluidifier les échanges. De plus, l'Algérie dispose d'une main-d'œuvre jeune, talentueuse et rentable, désireuse de contribuer au développement de notre nation". "Outre le secteur de l'énergie, l'Algérie espère exploiter le potentiel d'autres ressources telles que l'acier, le zinc, le phosphate et les terres rares. Ces ressources constituent une base solide pour les investissements dans de multiples secteurs, de l'énergie et de la pétrochimie à l'agriculture, aux chemins de fer et à l'industrie manufacturière", avance-t-il. En outre, le secteur agricole présente une opportunité inexploitée pour les investisseurs, en particulier dans la partie sud du pays où l'objectif est de préparer 3 millions d'hectares pour des investissements à grande échelle, selon le ministre. "De même, les start-up en Algérie recèlent un énorme potentiel qui ne demande qu'à être exploité. Et il en va de même pour les technologies de l'information et les soins de santé". En conclusion, Attaf a invité le Royaume-Uni à "explorer davantage l'énorme potentiel commercial de l'Algérie, à être la force motrice de ce partenariat économique prometteur entre les deux pays amis, et à renouveler sa confiance dans un pays qui libère enfin tout son potentiel afin d'être un acteur crédible et fiable dans l'économie mondiale".

TUNISIE

La hausse " inacceptable " des prix des produits alimentaires sur la table de Kaïs Saïed

Le président de la République, Kaïs Saïed, a convoqué, samedi 18 novembre 2023, les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et du Commerce ainsi que le directeur de l'Office national de l'huile. D'après un communiqué de Carthage, la réunion a porté sur la hausse " inacceptable " des prix de certains produits alimentaires, l'huile d'olive notamment. Le président de la République a ordonné des mesures urgentes pour endiguer la spéculation et le monopole et sanctionner ceux qui cherchent à nuire aux moyens de subsistance des citoyens, lit-on dans le communiqué. Soulignant que la Tunisie produit les meilleurs types d'huiles au monde et occupe les premiers rangs dans ce domaine, il a qualifié d'inacceptable la hausse du prix de l'huile d'olive " quels que soient les prétextes que certains cherchent à avancer pour couvrir le monopole ". Rappelant que la plus grande quantité d'huile d'olive est destinée à l'exportation et est vendue à l'étranger après avoir été embouteillée et sans indication sur son origine, Kaïs Saïed a appelé à prendre des mesures urgentes pour que le respect de la loi soit garanti. Il a, également, exhorté au démantèlement de tous les réseaux qui s'accaparent l'huile végétale subventionnée pour la convertir en huile à usage industriel ajoutant que les contribuables payent des milliards chaque année sans que cette huile ne soit disponible dans les commerces à cause de ces pratiques criminelles.

APPROBATION DU BUDGET INCONNU DU CONSEIL DES RÉGIONS ET DES DISTRICTS

Le budget de l'Assemblée des représentants du peuple a été approuvé, dans la soirée de samedi 18 novembre 2023, les budgets alloués à la gestion du Parlement y compris celui du Conseil national des régions et des districts, bien qu'inconnu. Le budget de l'Assemblée a été approuvé par 119 voix pour, deux voix contre et trois abstentions, sur un ensemble de 124 députés. Plusieurs ont dénoncé un budget flou et ambigu appelant à ne pas l'approuver. Le budget du Parlement s'élève, rappelons-le, à 38,553 millions de dinars. Le budget du Conseil national des régions et des districts, bien que non fixé, a également été approuvé par les députés par 108 voix pour, zéro voix contre et onze abstentions. Le budget de cette seconde chambre du Parlement sera fixé ultérieurement l'année prochaine. Le Conseil des régions et des districts devrait être opérationnel vers le deuxième trimestre de l'année 2024 après la finalisation des élections locales. L'Assemblée des représentants du peuple a, rappelons-le, entamé les discussions sur le projet de loi de finances pour l'année 2024.

NORD DE L'AFRIQUE

La sécheresse persiste avec 1,5 millimètre de pluie

La sécheresse persistes malgré quelques précipitations minimes. Les quantités de pluie enregistrées du 1er septembre au 15 novembre 2023, dans l'ensemble du pays, n'ont pas dépassé 1,5 millimètre, soit -94% que la moyenne de la saison, selon l'Observatoire national de l'Agriculture. Ce manque de précipitation se répercute sur le taux de remplissage des barrages. Le taux de remplissage des barrages était de 22,5%, au 15 novembre 2023, selon l'Onagri. L'ensemble des barrages de la Tunisie comptabilisent 20,7 millions de mètres cubes. Les réserves en eau sont largement inférieures aux moyennes de la saison (241,5 millions de mètres cubes) et celles enregistrées l'année dernière à la période correspondante (51,4 millions de mètres cubes). Les réserves sont, par ailleurs, réparties comme suit : 87,9% dans les barrages du Nord, à 9,9% dans les barrages du Centre et à 2,3% dans les barrages du Cap Bon. Les réserves de l'ensemble des barrages ont été estimées à 520,3 millions de mètres cubes au 15 novembre 2023, contre 676,5 millions de mètres cubes la période correspondante en 2022, soit une baisse de 30,4% par rapport aux moyennes des trois dernières années, estimées à 747,6 millions de mètres cubes.

Les conditions de l'opérationnalité de l'ouverture du capital des banques et des entreprises publiques

Professeur des universités, Expert international Directeur général des études économiques à la Cour des comptes 1980/1983- président du Conseil national des privatisations -rang Ministre Délégué - 1996/1999 Dr Abderrahmane MEBTOUL

Le président de la République a annoncé le lancement de l'opération avant l'année en cours ou au début 2024 pour deux ou trois banques publiques à hauteur de 30% de l'ouverture du capital et appelé à la création de banques privées, lors de la rencontre avec les opérateurs économiques, à l'occasion de la clôture des journées sur l'entrepreneuriat et ce, afin d'alléger les entités financières publiques dans le financement des projets d'investissement, le financement du secteur économique privé dépendant selon lui toujours des fonds des banques publiques à hauteur de 85% .

La démonopolisation- privatisation totale/partielle ne peut intervenir avec succès que si elle s'insère dans le cadre d'une cohérence et visibilité de la politique socio- économique globale et que si elle s'accompagne d'un univers concurrentiel et un dialogue soutenu entre les partenaires sociaux. C'est un acte éminemment politique et non technique car déplaçant des segments de pouvoir d'où des résistances au changement des tenants de rente sous le slogan "bradage du patrimoine national ". Ces actions doivent répondre à de nombreux objectifs qui ne sont pas tous compatibles et qu'il convient de hiérarchiser dans la formulation d'un programme de privatisation pouvant varier et être adaptés en fonction du contexte international, social et économique interne et de l'activité ou de l'entreprise ce qui suppose la résolution de neuf contraintes qui doivent être levées afin d'éviter la méfiance des investisseurs sérieux , en premier lieu la corruption qui alourdit le cout des projets entre 20/30% sinon plus et éloigne les véritables investisseurs,, l'instabilité juridique perpétuelle, la rénovation de toutes les structures du ministère des finances à travers sa numérisation, fiscalité, domaine, banques, douane et mettre fin à une bureaucratie centrale et locale paralysante renvoyant à la refonte du système sociopolitique. .

1.- Le Président de la république lui-même a mis en relief les contradictions dues à l'effritement du système d'information où sans une bonne information aucune prévision n'est possible et encore moins un plan de relance réaliste qui pour son opérationnalité doit reposer sur six piliers : premièrement, sur une démarche méthodologique, existant un théorème universel,80 pour cent d'objectifs mal ciblés ont un impact seulement de 20 pour cent avec un gaspillage des ressources rares, mais 20 pour cent d'actions bien ciblées ont un impact sur l'activité économique et sociale de 80 pour cent. Pour paraphraser les experts militaires, il faut que les tactiques s'insèrent dans le cadre d'un objectif stratégique d'optimisation du bien être de l'Algérie. Toute analyse opérationnelle doit tenir compte , au niveau interne du cadre macroéconomique et macro social, des réseaux intermédiaires, au niveau méso des collectivités locales et au niveau micro économique des projets fiables dans le cadre des avantages comparatifs, ne pouvant pas tout produire ; deuxièmement, tout plan opérationnel doit s'inscrire dans le cadre d'une vision stratégique tant des mutations internes qui internationales, en étant réaliste les hydrocarbures traditionnels resteront encore pour 5 à 10 ans la principale ressource en devises du pays sous réserve de la mise en place de nouvelles filières concurrentielles ; troisièmement sur un diagnostic serein de la situation socio-économique et sur une nouvelle gouvernance nationale et locale avec plus de décentralisation et non déconcentration ; quatrièmement sur de nouvelles organisations plus crédibles que les anciennes à travers des réseaux, loin de l'ancienne organisation hiérarchique rigide, impliquant les élus locaux et la société civile, entrepreneurs publics, privés, banques, universités, centre de recherche, associations ; cinquièmement, sur une bonne communication , le président de la république lui-même ayant mis en relief les contradictions dues à l'effritement du système d'information où sans une bonne information aucune prévision n'est possible. Certains responsables vivant dans une autre époque ne savent pas communiquer alors qu' il est impérieux de préparer l'opinion médiatiquement et organiquement à l'esprit des réformes qui seront douloureuses mais porteuses d'espoir à moyen terme en utilisant les médias lourds-débats- pièces de théâtre, cinémas- du fait de la tradition orale de l'Algérien Les actions et les déclarations doivent être inventoriées, sans tomber dans le piège de l'autosatisfaction et du dénigrement, ni tomber dans le populisme médiatique qui serait alors contre productif ; sixièmement, la levée des obstacles d'environnement à la mise en œuvre d'affaires . Fondement du système rentier, le plus grand obstacle à l'investissement productif enfantant à la fois la sphère informelle et la corruption est la bureaucratie au sens négatif du terme, non comme l'entendait Max Weber au service de la société, expliquant par exemple les obstacles à la numérisation que j'avais proposé en 1983 en tant que directeur général des études économiques à la cour des comptes ayant été chargé du dossier des surestaries, proposition qui n'a jamais vu le jour au niveau des douanes car s'attaquant à de puissants intérêts . Il est fondamental de promouvoir l'adaptation du système financier (bancaire ,fiscalité, domaine, douane) La mise à niveau du système bancaire est un des axes majeurs car c'est au sein de cette sphère que les rythmes de croissance seront arbitrés à titre principal. L'objectif est d'aboutir à un système bancaire affranchi des ingérences, plus efficient et plus en harmonie avec les exigences d'une intermédiation financière performante et orientée vers l'économie de marché de capitaux. Jusqu'ici, la situation financière des banques publiques a constitué une contrainte qui a inhibé toute velléité de restructuration. Pour ce qui est du système fiscal, celui-ci doit être plus incitatif tout en autorisant une grande rigueur dans son application en vue de la lutte contre l'évasion fiscale par la mise en place d'un système d'information et de communication plus moderne et moins sujet à interprétation. Il s'agit d'améliorer la lisibilité de la politique générale de l'Etat par référence notamment à une nouvelle loi cadre de planification budgétaire et de simplifier et regrouper dans un cadre plus cohérent, l'organisation institutionnelle chargée d'exécuter une politique désormais plus claire de libéralisation de l'économie à finalité sociale.

2.- Les conditions de réussite d'une privatisation totale ou partielle suppose de lever neuf contraintes. Premièrement, les filialisations non opérantes par le passé dont l'objectif était la sauvegarde du pouvoir bureaucratique. Or, c'est le fondement de la réussite tant de l'ouverture partielle du capital que d'une privatisation totale. Deuxièmement, le patrimoine souvent non défini (absence de cadastre réactualisé) pose la problématique de l'inexistence des titres de propriété fiables sans lesquels aucun transfert de propriété ne peut se réaliser. Pour éviter la dilapidation du patrimoine, il y a lieu de différencier l'outil de production des biens immobiliers et terrain dont l'évaluation doit se faire au prix du marché en temps réel. Troisièmement, des comptabilités défectueuses de la majorité des entreprises publiques et des banques, (la comptabilité analytique pour déterminer exactement les centres de coûts par sections étant pratiquement inexistantes et les banques ne répondant pas aux normes internationales, rend difficile les évaluations d'où l'urgence de la réforme du plan comptable actuel inadapté. rendant encore plus aléatoire l'évaluation dans la mesure où le prix réel de cession varie considérablement d'année en année, voire de mois en mois , de jour en jour en bourse par rapport au seul critère valable , existant un marché mondial de la privatisation où la concurrence est vivace. Quatrièmement, la non-préparation de l'entreprise à la privatisation, certains cadres et travailleurs ayant appris la nouvelle dans la presse, ce qui a accru les tensions sociales. Or, la transparence est une condition fondamentale de l'adhésion tant de la population que des travailleurs à l'esprit des réformes liées d'ailleurs à une profonde démocratisation de la société. Cinquièmement, la. non clarté pour la reprise des entreprises pour les cadres et ouvriers supposant la création d'une banque à risque pour les accompagner du fait qu'ils possèdent le savoir-faire technologique, organisationnel et commercial la base de toute unité fiable doit être constituée par un noyau dur de compétences. Sixièmement, est la résolution des dettes et créances douteuses, les banques publiques croulant sous le poids de créances douteuses et la majorité des entreprises publiques étant en déficit structurel, endettés, surtout pour la partie libellée en devises sans un mécanisme transparent en cas de fluctuation du taux de change.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Il est illusoire tant d'attirer l'épargne de l'émigration via les banques que l'on veut installer avec des coûts en devises, que de capter le capital argent via la sphère informelle, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques. Comment voulez-vous qu'un opérateur quelque soit sa tendance idéologique avec cette instabilité monétaire investit à long terme sachant que la valeur du dinar va chuter d'au moins 30% sinon plus dans deux à trois années.

Septièmement, les délais trop longs avec des chevauchements de différents organes institutionnels entre le moment de sélection de l'entreprise, les évaluations, les avis d'appel d'offres, le transfert, au Conseil des Participations, puis au Conseil des ministres et la délivrance du titre final de propriété ce qui risque de décourager tout repreneur, car en ce monde, les capitaux mobiles vont s'investir là où les obstacles économiques et politiques sont mineurs, le temps étant de l'argent. Huitièmement, la synchronisation clairement définie permettrait d'éviter les longs circuits bureaucratiques et revoir les textes juridiques actuels contradictoires, surtout en ce qui concerne le régime de propriété privée, pouvant entraîner des conflits interminables d'où l'urgence de leur harmonisation par rapport au droit international. Les répartitions de compétences devront être précisées où il est nécessaire de déterminer qui a le pouvoir de demander l'engagement d'une opération de privatisation, de préparer la transaction, d'organiser la sélection de l'acquéreur, d'autoriser la conclusion de l'opération, de signer les accords pertinents et, enfin, de s'assurer de leur bonne exécution. Neuvièmement analyser lucidement les impacts de l'Accord d'Association de libre échange l'Europe, toujours en négociations pour un partenariat gagnant-gagnant, qui a des incidences économiques sur les institutions et les entreprises publiques et privées qui doivent répondre en termes de coûts et qualité à la concurrence internationale.

3.-Qu'en est-il de la privatisation partielle via la bourse d'Alger doit répondre à cinq conditions devant éviter d'avoir un stade sans joueurs. Premièrement Il ne peut y avoir de bourse fiable sans un système productif performant concurrentiel, loin de tout monopole qu'il soit public ou privé, évitant les instabilités juridiques renvoyant à un ?tat de droit. Nos responsables sont-ils conscients qu'existe un marché mondial de la privatisation, où la concurrence est vivace et où le facteur déterminant est la demande avec la prise en compte du goodwill (demande potentielle) et pas seulement l'offre, et qu'il faut éviter que certains prédateurs ne soient intéressés que par les actifs immobiliers et non pas par l'outil de production . Deuxièmement, une bourse doit se fonder sur un système bancaire rénové. Or, le système financier algérien depuis des décennies est le lieu par excellence de la distribution de la rente des hydrocarbures, et un enjeu énorme de pouvoir. En effet, malgré le nombre d'opérateurs privés, nous avons une économie de nature publique avec une gestion administrée, la totalité des activités, quelles que soient leur nature, se nourrissant de flux budgétaires, de la capacité réelle du trésor. On peut considérer que les banques en Algérie opèrent non plus à partir d'une épargne puisée sur le marché, mais par les avances récurrentes (tirage : réescompte) auprès de la banque d'Algérie, les entreprises publiques en déficit structurel étant refinancées par le trésor public sous forme d'assainissement - et pas seulement pour la période récente, il faut compter aussi les coûts de la restructuration entre 1980/1990. Cette transformation n'est pas dans le champ de l'entreprise mais se déplace dans le champ institutionnel (répartition de la rente des hydrocarbures) et dans cette relation, le système financier algérien reste passif. Plus de 90 % de ces entreprises sont revenues à la case départ, montrant que ce n'est pas une question de capital argent, la richesse réelle supposant la transformation du stock de monnaie en stock de capital - et là est toute la problématique de développement . Troisièmement, : il ne peut y avoir de bourse sans la résolution des titres de propriété qui doivent circuler librement, segmentés en actions ou obligations renvoyant d'ailleurs à l'urgence de l'intégration de la sphère informelle par la délivrance de titres de propriété, comme il ne peut y avoir de bourse des valeurs fiables sans des comptabilités claires et transparentes calquées sur les normes internationales, par la généralisation des audits et de le comptabilité analytique afin de déterminer clairement les centres de coûts pour les actionnaires. Cela pose la problématique de la refonte du système comptable et de l'adaptation du système socio-éducatif, l'ingénierie financière étant presque inexistante dans le pays, malgré de nombreuses compétences, le poste services sorties de devises au sein de la balance des paiements ayant été de 10/11 milliards de dollars par an entre 2010/2019 et ramenée à 6/7 milliards de dollars , qui s'ajoutent aux sorties de devises des biens d'importations. Quatrièmement, des comptes transparents en temps réel reposant sur des comptabilités analytiques et non des comptes consolidés via les comptes les comptes de transfert qui voiler l'efficacité réelle. À titre d'exemple, Sonatrach a besoin d'un nouveau management stratégique à l'instar de la majorité des entreprises algériennes, avec les comptes clairs afin de déterminer les coûts par sections. Cinquièmement, ,pour attirer les opérateurs tant nationaux qu'internationaux, s'impose la stabilité monétaire et juridique, ainsi que la résolution des dettes et créances douteuses. Or, les banques publiques croulent sous le poids de créances douteuses et la majorité des entreprises publiques sont en déficit structurel, surtout pour la partie libellée en devises supposant des mécanismes transparents en cas de fluctuation du taux de change. La dépréciation simultanée du dinar par rapport au dollar et l'euro, principales monnaies d'échange, ne répond pas aux valeurs en bourse où la cotation est inversement proportionnelle, ayant pour but essentiel de combler artificiellement le déficit budgétaire, assimilable à un impôt indirect. Avec cette instabilité tant juridique que monétaire de la cotation du dinar avec un écart d'environ 45/50% par rapport au cours sur le marché parallèle, et la non maîtrise de l'inflation, il est illusoire tant d'attirer l'épargne de l'émigration via les banques que l'on veut installer que de capter le capital argent de la sphère informelle. Comment voulez-vous qu'un opérateur se présente en bourse sachant que la valeur du dinar va chuter d'au moins 50 %, sinon plus, dans deux à trois années, dépréciant ses actifs va t-il investir à moyen et terme , préférant se réfugier dans des actions spéculatives ?

En conclusion, force est de constater qu'il reste beaucoup à faire pour que certains responsables algériens s'adaptent aux arcanes de la nouvelle économie, aucun pays à travers l'histoire ne s'étant développé grâce uniquement aux matières premières mais par la bonne gouvernance, la réforme des institutions et la valorisation du savoir. Le compromis des années 2024/2030 devront concilier l'impératif de productivité et la cohérence sociale, les principes d'une société ouverte et le devoir de solidarité, en un mot l'efficacité et l'équité, les politiques parleront de justice sociale qui ne saurait signifier égalitarisme vision populiste suicidaire En bref la réussite du processus de développement implique la refonte du système politique et socio-économique. La tolérance par la confrontation d'idées contradictoires productives, loin de tout dénigrement, est la seule voie pour dépasser l'entropie actuelle. Le plus ignorant est celui qui prétend tout savoir et méditons les propos pleins de sagesse du grand philosophe Voltaire "Monsieur je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai de toutes mes forces pour que vous puissiez toujours le dire.

EL MOUDJAHID

INDUSTRIE AUTOMOBILE :

La voiture d'occasion fait de la résistance

Dans le cadre de la loi des finances 2023 et la décision d'aller vers la relance de l'industrie automobile, une baisse des prix va, sans doute, s'opérer. L'annonce de ces décisions fait que beaucoup d'acquéreurs ne veulent pas débourser leur argent, et veulent bien se détourner du véhicule d'occasion aux tarifs prohibitifs.

Pour le moment, il est difficile de parler de baisse des prix, il va falloir attendre que le retour sur le marché de certaines marques soit effectif pour mesurer l'impact sur les prix des voitures. Néanmoins, les prix des voitures, qui jusque-là avaient grimpé à des sommets jamais vus, risquent de continuer. Ces décisions, si elles ont alimenté l'actualité en commentaires dithyrambiques, notamment sur les réseaux sociaux, il n'en demeure pas moins vrai que la chute des prix des véhicules d'occasion n'est pas encore tout à fait effective, du moins comme l'aurait souhaité l'acheteur. On n'est pas prêt de sortir du cercle vicieux dans lequel on s'est enfermé ! Il faut dire que l'achat d'une voiture en Algérie n'est pas à la portée de tous et ce, en raison des prix qui n'ont cessé d'augmenter au cours de ces dernières années. Le secteur automobile en Algérie est l'un des seuls à ne pas encore avoir profité de la reprise économique post-covid 19. il faudra attendre encore quelque temps pour voir le marché rebondir, tant en disponibilité qu'en termes de prix. Le neuf a traversé un sale temps, mais acheter une voiture d'occasion n'a pas été sans embûches. Un déficit d'offre, accompagné d'une perte de pouvoir d'achat, avec l'inflation, expliquent le renchérissement du prix de la voiture neuve ou usagée. En fait, durant toute la période où les voitures neuves zéro kilomètre peinaient, le marché de l'occasion explosait, mais à des prix astronomiques, parfois pour des voitures âgées de plus de dix ans ! La majorité des acheteurs a été obligée de basculer dans le véhicule d'occasion. Le marché algérien de l'occasion a du coup battu son record en prix. Le manque de véhicules neufs à cause de la crise a renforcé le primat de l'occasion et a, conjonctu-rellement, reporté les acheteurs potentiels vers des occasions, mais la hausse des prix a vite freiné le succès des voitures usagées, en plus des raisons plus structurelles. Tout le monde est à la recherche de la bonne affaire, mais il y a eu une importante période de flottement, car les clients ne savaient pas quoi acheter devant les incertitudes sur le marché, et tout le monde a constaté que les pénuries du véhicule neuf n'expliquaient pas à elles seules l'augmentation des prix des vieilles autos, tous modèles confondus.

L'EXPRESSION

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Stellantis confirme son engagement

Dans un foisonnement sans précédent des activités liées à l'industrie automobile en Algérie, les différents constructeurs étrangers affichent un réel engagement dans une vision à long terme, essentiellement portée sur la diversification de l'offre, et la stabilité des prix des véhicules importés ou ceux qui vont être fabriqués localement. dans cette optique, le directeur général du constructeur automobile Stellantis, pour l'Afrique du Nord, a affirmé que "la stratégie de Stellantis est une stratégie régionale et l'Algérie constitue un des piliers de cette stratégie. Notre présence directe en Algérie, en tant que groupe Stellantis, est une preuve de l'importance et des ambitions que Stellantis a en Algérie, au double plan industriel et commercial. ? ce titre, le lancement d'Opel un mois après Fiat sera suivi par d'autres étapes à l'avenir.Un engouement vers la destination "Algérie" pour l'investissement qui s'explique aisément par la promulgation de nouvelles dispositions juridiques, et de nouveaux mécanismes d'investissement, dûment appuyées par les mesures de facilitation et d'incitation. L'objectif étant de rompre définitivement avec les pratiques des gestions mafieuses qui ont couté cher au Trésor public, et qui ont terni l'image de l'industrie en Algérie. Une ère révolue qui laisse place à une nouvelle dynamique basée sur une ambition forte des pouvoirs publics à structurer le développement du secteur en deux phases transparentes, en l'occurrence l'importation contrôlée, et l' émergence d'une industrie essentiellement dédié à la construction automobile. Un acheminement qui s'explique par la nécessité d'apporter une régulation et une maîtrise du marché de l'automobile, à travers une prise en charge permanente des préoccupations des consommateurs, notamment en matière de disponibilité et de prix. Cela étant, l'objectif ultime demeure le lancement d'un réel pan de l'économie nationale, susceptible d'engendrer un effet exponentiel en matière de création de richesse et d'emploi à travers l'émergence d'activités annexes de même importance, telles que la sous-traitance, et les équipementiers, pour ne citer que ceux-là.

LE QUOTIDIEN D'ORAN

ALGÉRIE-ESPAGNE - UN NOUVEL AMBASSADEUR NOMMÉ À MADRID :

La fin d'une brouille

Le gouvernement espagnol semble revenir à la raison, pour espérer mettre fin à la brouille qui l'oppose à Alger. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, rendu public jeudi, le gouvernement espagnol a donné son agrément à la nomination de M. Abdelfetah Daghmoum, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès du Royaume d'Espagne. En effet, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez est revenu sur son appui au pseudo " Plan d'autonomie " proposé par l'occupant marocain concernant le Sahara occidental, en affirmant depuis la tribune des Nations unies, à New York, le 22 septembre dernier, le soutien de son pays à " une solution politique acceptable par les deux parties, dans le cadre de la charte de l'ONU et des décisions du Conseil de sécurité ", ce qui constitue un revirement évident face au régime de Makhzen. Sanchez qui s'était plié auparavant au chantage du régime du Makhzen, est revenu sur ses précédentes déclarations en appelant, à " une solution politique " au conflit en cours autour du Sahara occidental qui se poursuit depuis environ 48 ans, " une solution qui soit acceptable par les deux parties ". Le chef du gouvernement espagnol a mis l'accent sur le soutien de son pays à " une solution politique acceptable par les deux parties, dans le cadre de la charte de l'ONU et des décisions du Conseil de sécurité ". Sanchez avait, également, exprimé le soutien de l'Espagne aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général (SG) de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan di Mistura, qualifiant ses efforts d'"action décisive" pour parvenir à une solution au conflit en cours au Sahara occidental. La position de Sanchez qui a dévié de celle qui était connue de l'Espagne vis-à-vis du Sahara occidental, a été qualifiée de " scandale historique ", notamment par la classe politique et la société civile en Espagne, d'autant que son pays a préservé, en sa qualité d'ancien colonisateur du Sahara occidental pour une longue période, une sorte d'impartialité à l'égard du conflit dans la région et qui est classé parmi les territoires non-indépendants, en se pliant aux pressions du régime du Makhzen.

EL WATAN

BÉJAÏA :

Les professionnels du bâtiment interpellent les autorités

Pour la énième fois, les membres de l'Association des promoteurs immobiliers de Béjaïa (APIB) interpellent le wali quant aux conditions professionnelles dans lesquelles ils évoluent, et qu'ils qualifient "inacceptables". Lors d'une conférence de presse, organisée au siège de l'organisation, les professionnels du bâtiment ont exhorté le premier responsable de la wilaya "à jouer son rôle en tant que représentant de l'Etat, soulignant sa responsabilité envers tous les citoyens ainsi que tous les acteurs économiques, tels que les promoteurs immobiliers privés". En dépit des performances réalisées dans le domaine par les promoteurs privés, à travers la wilaya, hissant la promotion privée à la première place au niveau national, disent-ils, les autorités locales "demeurent sourdes aux sollicitations" de ces derniers, qui souhaitent rencontrer le chef de l'exécutif de la wilaya pour lui exposer leurs préoccupations. "Nous avons sollicité à plusieurs reprises une audience auprès du wali de Béjaïa pour exposer les contraintes bureaucratiques et administratives qui entravent quotidiennement nos activités, mais l'actuel wali reste malheureusement passif devant nos préoccupations, refusant même de répondre à notre demande", regrette le président de l'association, Mohand Larbi Boutrid. Ces professionnels du bâtiment qualifient l'environnement et conditions professionnelles dans ce segment "d'inacceptables". A ce sujet, ils déclinent un aperçu des difficultés et des blocages auxquels ils font face sur le terrain. Concrètement, les promoteurs déplorent, à titre d'exemple, "les délais excessivement longs pour l'obtention d'un permis de construire, des exigences administratives complexes qui sont parfois en contradiction avec la loi en vigueur, des retards dans le traitement des demandes et l'absence de délivrance des certificats de conformité". Aussi, il constate la lenteur dans la réalisation des viabilités primaires, comme le raccordement des zones construites en eau potable, en gaz et en électricité, entre autres écueils qui entravent non seulement les affaires des promoteurs, mais celles-ci se répercutent négativement sur les segments de l'emploi et en général, le développement de l'immobilier pour répondre à la demande croissante de la population en logements.

AGRESSION SIONISTE À GHAZA ET EN CISJORDANIE

L'hôpital al-Shifa est devenu une "zone de mort" selon l'OMS

L'hôpital al-Shifa, le plus grand de la bande de Gaza, visé par des raids sioniste, est devenu une "zone de mort", a dénoncé l'Organisation mondiale de la Santé qui a demandé son évacuation, au moment où l'armée des sauvageons sioniste étend ses opérations dans le territoire assiégé.

La situation est "désespérée" dans l'hôpital al-Shifa, en raison du manque d'eau, d'électricité, de médicaments, de nourriture et de matériel médical, a affirmé le 18 novembre au soir l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui y a effectué une mission d'une durée d'une heure. L'hôpital est devenu une "zone de mort", selon la même source. Selon l'OMS, l'immense complexe hospitalier hébergeait encore samedi 25 soignants et 291 patients, dont 32 bébés dans un état critique, 22 patients sous dialyse et deux en soins intensifs. De nombreux blessés souffrent d'infections graves en raison du manque d'antibiotiques et des mauvaises conditions d'hygiène, a rapporté l'organisation. "L'OMS et ses partenaires élaborent d'urgence des plans pour l'évacuation immédiate des patients restants, du personnel et de leurs familles" vers d'autres hôpitaux de Gaza, a ajouté l'OMS.

LE CAMP DE JABALIYA BOMBARDÉ À DEUX REPRISES, L'ONU DIT RECEVOIR "DES IMAGES EFFROYABLES"

Le ministère de la Santé à Ghaza a annoncé le 18 novembre la mort de plus de 80 personnes dans deux frappes de l'armée sioniste sur un camp de réfugiés géré par l'ONU à Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza dévasté par l'invasion sioniste.

Dans la bande de Gaza, une première frappe sur le camp de Jabaliya a touché le18 novembre à l'aube l'école al-Fakhoura, qui abrite des déplacés, faisant au moins 50 morts, a déclaré à l'AFP un responsable du ministère de la Santé à Ghaza. Des images diffusées sur les réseaux sociaux et authentifiées par l'AFP montrent des corps, certains couverts de sang, d'autres de poussière, dans les étages du bâtiment où des matelas avaient été installés sous des tables d'écoliers. La seconde frappe, qui a touché une maison du camp de Jabaliya, a tué 32 membres d'une même famille, dont 19 enfants, a indiqué le ministère.

Le plus grand camp de réfugiés du territoire déjà bombardé plusieurs fois début novembre. "Nous recevons les images effroyables de nombreux morts et blessés encore une fois dans une école de l'Unrwa qui abritait des milliers de déplacés", a écrit sur X (ex-Twitter) le directeur de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), exigeant que "ces attaques" cessent. "Un cessez-le-feu humanitaire ne peut plus attendre", a plaidé Philippe Lazzarini.

NOUVELLES MANIFESTATIONS PRO-PALESTINIENNES EN EUROPE

Des milliers de personnes ont à nouveau manifesté samedi dans plusieurs métropoles européennes pour soutenir les Palestiniens et demander un cessez-le-feu à Ghaza. A Londres, plutôt qu'un grand cortège comme les cinq samedis précédents, plusieurs rassemblements et défilés ont été organisés. Dans le nord de la capitale britannique, des centaines des personnes ont manifesté aux abords de la permanence du chef de l'opposition travailliste Keir Starmer, qui se voit reprocher son refus d'appeler à un cessez-le-feu. Comme le Premier ministre Rishi Sunak, il appelle à des pauses pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. En France, après une première vague d'interdictions décidées par les pouvoirs publics, les manifestants propalestiniens ont défilé pour le troisième week-end consécutif, bravant parfois comme à Paris, une pluie battante. Selon la CGT, un des principaux syndicats français qui avait relayé les appels à manifester du collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, 100.000 personnes ont battu le pavé dans le pays, dont 60.000 à Paris où plusieurs représentants de partis de gauche étaient présents dans le cortège. " L'heure est grave pour nos amis palestiniens ", a déclaré à la presse Bertrand Heilbronn, président de l'association France Palestine Solidarité. Décrivant les " indescriptibles souffrances pour le peuple palestinien ", réclamant " la fin des bombardements ", " des offensives terrestres " et la " levée du blocus " de Ghaza, le militant de la cause palestinienne a également mis en cause la " position illisible " de l'exécutif français " qui fait honte à notre pays ". Au Portugal, des milliers de manifestants ont défilé dans le centre de Lisbonne, derrière une banderole " Palestine libre " en scandant en anglais " Palestine will be free ".

BOUGIES ET MINUTE DE SILENCE

A Amsterdam, deux manifestations ont eu lieu dans l'après-midi à quelques kilomètres l'une de l'autre, l'une appelant au cessez-le-feu à Ghaza. A Genève, 4.000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé jusqu'à la place des Nations, devant le siège européen des Nations unies, derrière une banderole " Stop au génocide à Gaza ". Les manifestants ont allumé des bougies en forme de carte de Ghaza et ont déployé un gigantesque drapeau palestinien, avant d'observer une minute de silence en mémoire de toutes les personnes tuées dans le territoire palestinien. En Pologne, quelques centaines de personnes ont défilé au centre de Varsovie sous le slogan " Pas une seule bombe de plus. Libérez la Palestine ". Les manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade d'Israël, sans incident. A Istanbul, une centaine de personnes ont allumé des feux de détresse et brandi des banderoles anti-guerre devant l'ambassade israélienne, dont tout le personnel diplomatique a quitté la Turquie le mois dernier par mesure de sécurité.

"IL Y A UN RISQUE IMMÉDIAT DE FAMINE", MET EN GARDE L'ONU

La porte-parole du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), Abeer Etefa, a affirmé, samedi, que les stocks alimentaires à Ghaza sont épuisés et les habitants de l'enclave souffrent de famine à cause de la crise de pénurie alimentaire et de carburant, ce qui a conduit à la paralysie de tous les aspects de la vie dans la bande palestinienne victime d'une agression sioniste barbare depuis le 7octobre dernier. Etefa a ajouté, dans un communiqué de presse, que le programme "fournissait de la farine de blé et du carburant à environ 23 boulangeries de la bande de Ghaza pour produire du pain quotidiennement et le distribuer à 200.000 personnes dans des abris", notant que depuis vendredi dernier, la dernière boulangerie a cessé de fonctionner à cause soit d'un bombardement, soit d'une pénurie de carburant. Elle a indiqué que les employés du programme "vivent dans des conditions difficiles et ont des difficultés à obtenir de la nourriture comme le reste de la population de la bande de Ghaza". La porte-parole du PAM a souligné "la nécessité de permettre l'entrée des employés humanitaires afin que les institutions et organisations puissent fournir le service en permanence".

Le PAM, en sa qualité d'organisme d'aide alimentaire de l'ONU et de la FAO, a, auparavant averti que la bande de Ghaza était confrontée à une "famine à grande échelle", ajoutant que la quasi-totalité de la population avait cruellement besoin d'aide alimentaire. "Les approvisionnements en nourriture et en eau sont pratiquement inexistants à Ghaza et seule une petite partie de ce qui est nécessaire traverse la frontière", a déclaré la directrice exécutive du PAM, Cindy McCain, ajoutant qu'"avec l'hiver qui approche à grands pas, les abris insécurisés et surpeuplés, et le manque de nourriture et d'eau potable, les civils sont confrontés à la possibilité immédiate d'une famine".

MAHMOUD ABBAS APPELLE BIDEN À FAIRE CESSER LE GÉNOCIDE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a appelé samedi soir, quelques heures après deux sauvages bombardements sionistes contre des écoles à Jabaliya qui ont fait plus de 80 martyrs, le président américain Joe Biden à intervenir en urgence pour mettre un terme au génocide contre le peuple palestinien. "Aujourd'hui, je m'adresse au président américain Joe Biden, qui porte seul la responsabilité en raison de sa position internationale et de sa grande influence sur les autorités d'occupation israéliennes, d'intervenir immédiatement pour mettre fin à cette agression", a déclaré le président palestinien dans un discours diffusé par la télévision palestinienne. Mahmoud Abbas a enjoint Joe Biden à intervenir "immédiatement pour mettre fin à l'agression et de soulager le peuple Palestinien assiégé dans la bande de Ghaza", ainsi que la fin des "attaques des forces d'occupation (sionistes) et au terrorisme des colons contre le peuple palestinien en Cisjordanie et à Al Qods occupée, ce qui laisse présager une explosion imminente". "Les massacres et les destructions auxquels notre peuple est exposé dépassent les capacités humaines. Qu'attend l'Amérique face au génocide de notre peuple dans la bande de Ghaza", s'est interrogé le président Mahmoud Abbas, qui a souligné que "le sang des enfants, des femmes et des personnes âgées ne suffit-il pas à éveiller les consciences du monde ?" "Président Biden, je vous appelle, dans toutes vos capacités officielles et humanitaires, à mettre fin à cette catastrophe humanitaire, et à ce génocide contre notre peuple innocent, dont l'histoire n'exonérera personne, et à porter secours à notre peuple assiégé dans la bande de Ghaza (…) En fait, ce sont des crimes de guerre qui méritent d'être punis", a ajouté le président palestinien dans son discours, rapporté par l'agence Wafa. Mahmoud Abbas a insisté sur "les horribles massacres commis par les forces d'occupation israéliennes contre les enfants palestiniens dans la bande de Ghaza, dont le dernier en date, a-t-il rappelé, a eu lieu aujourd'hui dans les écoles d'Al-Fakhoura et de Tel Al-Zaatar, qui ont coûté la vie à des centaines de personnes déplacées de force de leurs foyers".

Mahmoud Abbas a appelé " une fois de plus " à mettre fin à " cette agression et à ces crimes de génocide contre les enfants de notre peuple", qui ont coûté la vie à plus de 12.000 Palestiniens, dont la majorité sont des enfants et des femmes, en plus des blessés et des destructions globales qui ont touché des dizaines de milliers de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, de lieux de culte, et des infrastructures publiques.

Lançant "arrêtez la guerre de génocide contre notre peuple", Mahmoud Abbas rappelle au président Biden que le peuple palestinien "mérite de vivre dans sa patrie en toute liberté et dignité, et restera attaché à sa terre jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits légitimes à l'indépendance et à un Etat avec comme capitale, Al Qods".

AU MOINS 12.000 MARTYRS, 32.300 BLESSÉS ET 3750 DISPARUS

Au moins 12.012 martyrs ont été enregistrés et plus de 32.300 Palestiniens ont été blessés depuis l'agression de l'occupation sioniste contre la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée, a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche dans une mise à jour le ministère palestinien de la Santé.

Le ministère palestinien de la Santé a déclaré dans un communiqué, repris par l'agence Wafa, que le nombre de martyrs a atteint 1.800 dans la bande de Ghaza, tandis que le nombre de martyrs en Cisjordanie occupée s'est élevé à 212. En outre, a indiqué le ministère, 29.500 Palestiniens ont été blessés à Ghaza et près de 2 800 en Cisjordanie occupée.

Au 29 octobre, a indiqué le ministère, environ 3.750 Palestiniens, dont au moins 1.750 enfants, étaient portés disparus et pourraient être coincés ou morts sous les décombres, ajoute Wafa. Le ministère de la Santé palestinien a souligné par ailleurs qu'il était confronté à d'importantes difficultés pour obtenir des rapports actualisés, pour le septième jour consécutif en raison des perturbations des télécommunications à Ghaza et de l'effondrement des services médicaux et de télécommunications dans les hôpitaux de la ville et de la province nord de Ghaza.

Le rapport indique que 26 des 35 hôpitaux de Ghaza et 52 des 72 cliniques de soins de santé primaires ont cessé leurs activités en raison des dommages causés par les frappes aériennes sionistes ou en raison de pénuries de carburant, les neuf hôpitaux restants fonctionnent à capacité maximale.

Sur les 24 hôpitaux capables d'admettre des patients hospitalisés dans le Nord, seul l'hôpital Al-Ahli à Ghaza est actuellement opérationnel, même s'il est confronté à d'importantes difficultés, ajoute la même source.

SELON UN EXPERT EN LONGÉVITÉ :

Le meilleur exercice pour vivre plus longtemps

Vivre longtemps, heureux et en bonne santé?: vaste programme, n'est-ce pas? Et pourtant, certaines régions du monde en font leur leitmotiv. On les appelle les "zones bleues", des endroits où la longévité de la population serait plus élevée qu'ailleurs. C'est le cas notamment des îles Okinawa au Japon, des montagnes en Sardaigne ou encore de la péninsule de Nicoya au Costa Rica. ?

Entre mythe et réalité, ce phénomène intéresse de nombreux experts. Parmi eux, l'auteur et chercheur Dan Buettner a parcouru le monde à la rencontre des doyens de l'humanité. Dans son documentaire," Live to 100: Secrets of the Blue Zones ", disponible sur Netflix, le réalisateur tente de percer le secret de cette longévité en s'appuyant sur une étude réalisée par Gianni Pes, chercheur au département de médecine expérimentale et clinique de l'université de Sassari en 1999.

Selon ce dernier, monter et descendre des escaliers, ainsi que des pentes ou des collines raides serait un indicateur de longévité. En effet, certaines zones bleues sont des régions où les habitants font de l'exercice sans s'en rendre compte en raison des caractéristiques du terrain. À titre d'exemple, dans la région de Barbagia en Sardaigne, les Sardes doivent monter et descendre des collines quotidiennement. Selon Gianni Pes - et après avoir interrogé 300 centenaires - les habitants de la ville monteraient également au moins 30 marches par jour. Un exercice facile, accessible à tous, qui ne nécessite aucune dépense et qui possède de nombreux bienfaits sur la santé.?

MONTER ET DESCENDRE LES ESCALIERS : QUELS BIENFAITS PRÉCISÉMENT?

En plus d'augmenter l'espérance de vie, le fait de monter et descendre les escaliers possède plusieurs bienfaits sur la santé. Cette activité physique aide à tonifier le fessier, les muscles des jambes, mais également à réduire la cellulite. Pour celles et ceux qui souhaiteraient perdre du poids, cet exercice à pratiquer dans la journée (et sans entraînement) permet de brûler des calories sans s'en rendre compte. Mais comme toute activité physique, il est important de vérifier sa posture. L'astuce? Un port de tête et une colonne vertébrale droits, et des omoplates bien ancrées. Attention également à ne pas basculer le poids du corps vers l'avant.

Hamid M.

MAÏS :

Les bienfaits pour la santé

Les produits céréaliers sont d'une grande importance dans notre alimentation. Le maïs ne fait pas l'exception. Sa couleur vive ainsi que son goût doux et sucré permettent la réalisation de recettes saines et originales. Riche en nutriments et délicieux à la consommation en épi, en grains, en pâte ou en popcorn, le maïs est une céréale essentielle avec de nombreux apports nutritionnels. Mais il faut tenir en compte les recommandations pour une consommation optimale. La structure et la composition d'un grain de maïs permettent de savoir la richesse du maïs en termes de nutriments essentiels. Le grain de maïs est formé de trois parties. L'enveloppe extérieure est le péricarpe. C'est la partie du grain qui est riche en fibres. La couche intermédiaire est l'amande qui contient de l'amidon. Au centre du maïs, se trouve l'embryon qui contient les protéines, des vitamines et des minéraux. "En dehors de sa haute teneur en eau, il est riche en glucides et surtout en sucre. Il contient également des protéines, des fibres, des lipides. Lorsque vous prenez environ 100 grammes de maïs, vous avez un apport énergétique d'environ 365 kilocalories ", explique Dr KilimouPyaloMagnoudewa, nutritionniste clinicienne et responsable du Service de Nutrition Clinique de L'hôpital de DOGTA- LAFIE à Lomé, au Togo. Le maïs fournit non seulement de l'énergie mais aussi de nombreuses vitamines. " Le maïs contient des vitamines, spécialement la vitamine B3, le zinc, le calcium, le fer, le phosphore, le potassium, en fonction des variétés de maïs. Il y a également des variétés d'antioxydants ", observe la spécialiste. " Lorsque vous prenez par exemple le maïs jaune, il a une teneur très élevée en vitamine A de le caroténoïde. Par contre, lorsque vous prenez les variétés bleues, violettes ou rouges, ces différentes variétés sont plutôt riches en antioxydants et d'autres composés phénoliques ", précise Dr Magnoudewa. Du petit déjeuner au dîner, en passant par les collations, le maïs apporte une touche de couleur, de texture et de saveur à toutes les recettes. Le maïs se consomme cru ou cuit, à l'eau, à la vapeur ou au four. En épi, le maïs doit se consommer très frais pour ne pas perdre ses qualités gustatives et nutritionnelles. Le pop-corn est également à base de maïs. Cependant, il est recommandé d'utiliser un maïs soufflé, qui gonfle lorsqu'il chauffe, à la place du maïs doux.

BIENFAITS POUR LA SANTÉ

Le maïs est réputé comme pouvant faciliter la digestion. L'enveloppe de ses grains est composé de cellulose et ne peut être dissoute par les sucs digestifs contenus dans l'estomac. Le maïs stimule donc la digestion en favorisant une flore intestinale saine. "Le maïs a une haute teneur en antioxydants. Ce qui fait qu'il intervienne dans la lutte contre les radicaux libres. La présence également de fibres dans le maïs constitue un atout pour la flore intestinale et qui favorise l'élimination des toxines", renseigne la nutritionniste Dr KilimouPyaloMagnoudewa.

C'est dans les pigments des plantes que se trouvent les produits chimiques naturels appelés phytonutriments, qui contiennent les antioxydants. C'est pourquoi le maïs blanc ou jaune contient moins d'antioxydants que le maïs bleu ou violet. Le maïs est une céréale sans gluten. Les personnes qui souffrent d'intolérance au gluten ou de maladie cœliaque peuvent l'utiliser comme produit de substitution. Selon Dr Magnoudewa, c'est une céréale recommandée pour les intolérants au Gluten. La spécialiste ajoute que le maïs "constitue également une alternative pour les végétariens car étant une excellente source de protéines d'origine végétale". Il est recommandé de remplacer le blé par la farine ou semoule de maïs dans une alimentation sans gluten.

H. M.

POUR CALMER UNE ENVIE DE SUCRE :

Cette boisson serait la meilleure

Que l'on soit au travail ou tranquillement dans son canapé en train de regarder une série, on n'est jamais à l'abri d'une petite faim… et surtout, une envie de sucre. Difficile de ne pas craquer quand on a son bureau à deux pas d'un distributeur automatique ou que notre placard est rempli de barres chocolatées. Et bien que manger un fruit pourrait calmer notre ventre qui crie famine, on n'en a pas toujours envie. Le magazine Pleine Vie révèle la boisson magique d'une diététicienne pour "aider à réguler ta glycémie".

Charline Wirth précise tout de même que cette infusion ne répondra pas à un besoin de réconfort émotionnel, et qu'elle ne servira bien évidemment à rien après 2 assiettes de pâtes, un Magnum et un Coca. Mais alors, quelle est cette boisson miracle ? Pour la faire il vous faut :

1 litre d'eau
1 bâton de cannelle
2 feuilles de laurier séché
2 feuilles de sauge séchée
1 pomme coupée en dés

Mettez tous les ingrédients dans une casserole. Lorsque la préparation est portée à ébullition, laissez frémir pendant une minute. Ensuite, laissez infuser trois heures avant de filtrer le tout. Vous pouvez boire cette boisson aussi bien chaude que froide. Il est également recommandé d'en boire deux verres par jour. La nutritionniste précise tout de même qu'elle ne convient pas aux femmes enceintes.

H. M.

Selection du jour

TF1

21h10

Noël... Et plus si affinités

Avec : Lannick Gautry, Hélène De Fougerolles, Lior Chabbat, Aliocha Delmotte, Florent Peyre, Jeanne Bournaud, Leslie Bevillard, Jina Djemba, Geneviève Doang, Eric Franquelin, Armelle Lecoeur, Manoëlle Gaillard

Tout commence le jour où Line, 13 ans, décide de se faire passer pour son père Harold, célibataire romantique et nostalgique, sur un site de rencontres, pour lui trouver une âme soeur. Elle y rencontre la candidate parfaite pour lui : Chloé. Ce que Line ne sait pas, c'est qu'elle discute en réalité avec Jules, 13 ans également, qui s'est fait passer pour sa mère, Chloé, qui elle, ne croit plus en l'amour. Ce que les deux enfants ne savent pas non plus, c'est qu'Harold et Chloé travaillent ensemble dans la même entreprise de chocolaterie et qu'ils ont beaucoup de mal à se supporter.

CANAL+

21h00

Pamela Rose, la série

Avec : Kad Merad, Olivier Baroux, Shirine Boutella, Lionel Abelanski, Mélanie Doutey, Claudia Tagbo, Ophélia Kolb, Panayotis Pascot, Florence Muller, Stéphan Wojtowicz, David Salles, Louis Séguier

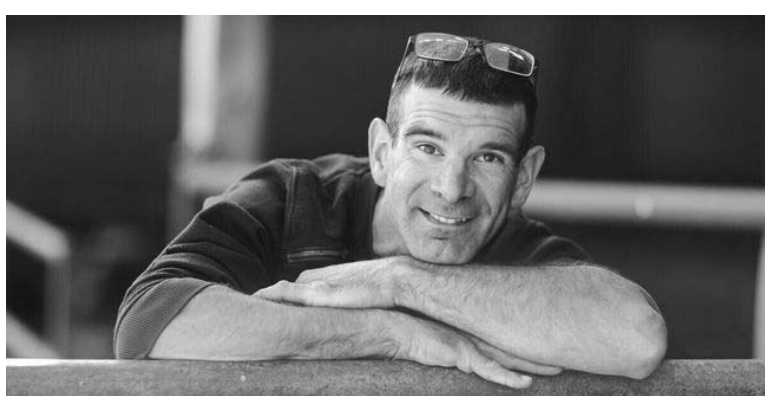
Lorsque Riper apprend qu'il ne sera pas le témoin de Bullit pour son mariage avec Rita, une dispute éclate entre eux lors d'une présentation officielle. Menacés d'être renvoyés pour avoir terni l'image du FBI, ils décident de retourner sur le terrain pour redorer leur blason. Chargés de résoudre le meurtre d'un YouTubeur, au grand dam de l'agente Jessica Carson qui voulait l'enquête, ils causent accidentellement la mort de leur suspect en voulant l'arrêter. Ils pensent l'enquête résolue mais un second meurtre est découvert.

M6

21h10

L'amour est dans le pré

Pendant des semaines, treize agriculteurs à la recherche de l'amour ont vécu une aventure hors du commun. Du tournage de leur portrait aux week-ends en amoureux en passant par la rencontre avec leur prétendant lors des speed-dating, Roméo, Patrice, Christine, Anaïs et les autres candidats reviennent à présent sur la manière dont ils ont vécu les étapes clés du programme. Cette réunion dans un camping de l'île de Ré aux côtés de Karine Le Marchand est aussi l'occasion pour eux de faire la fête et de révéler aux téléspectateurs si leur histoire d'amour entamée devant les caméras se poursuit depuis la fin du tournage.



France 2

21h00

Sambre

Avec : Alix Poisson, Théo Costa-Marini, Jonathan Turnbull, Julien Frison, Pasquale D'Inca, Louise Orry-Diquéro, Thaïs Vauquières, Vincent Do Cruzeiro, Sylvain Samson, Fabrice Colombero, Sullivan Da Silva, Lucie Charles-Alfred

Hiver 2003. Arlette Caruso, la maire communiste de Louvroil, bourgade industrielle de la Sambre, accompagne à l'hôpital Sylvie André, qui travaille comme de femme de ménage à l'école maternelle. Celle-ci a été violée tandis qu'elle prenait son service à 6h30 du matin. Quand elle apprend que deux autres femmes ont subi la même chose depuis le début de l'hiver sur sa commune, Arlette décide, contre l'avis de la police, de prévenir la population féminine locale qu'il y a un violeur qui rôde.

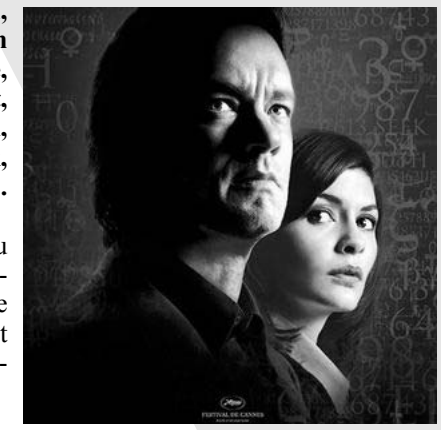
France 3

21h10

Da Vinci Code

Avec : Tom Hanks, Audrey Tautou, Ian McKellen, Jean Reno, Paul Bettany, Alfred Molina, Jürgen Prochnow, Etienne Chicot, Jean-Pierre Marielle, Jean-Yves Berteloot, Marie-Françoise Audollent, Seth Gabel, Rita Davies, Francesco Carnelutti, Shane Zaza, Charlotte Graham, Andy Clark, Xavier De Guillebon, Fausto Maria Sciarappa ... et Paul Herbert

Après le meurtre du conservateur du musée du Louvre, un professeur américain, spécialiste des symboles religieux, et une jeune cryptologue française mènent une enquête à hauts risques sur un secret remettant en cause les fondements mêmes de la religion catholique.



W9

21h00

Indiana Jones et la dernière croisade

Avec : Harrison Ford, Kate Capshaw, Ke Huy Quan, Amrish Puri, Roshan Seth, Philip Stone, Roy Chiao, David Yip, Ric Young, Philip Tan, Dan Aykroyd, Rex Ngui, Akio Mitamura, Michael Yama, D.R. Nanayakkara, Dharmadasa Kuruppu, Stany De Silva, Ruby De Mel, Denavaka Hamine... et Mellan Mitchell

Dans l'Utah en 1912, puis en 1938 aux États-Unis, à Venise, en Autriche, à Berlin et au Moyen-Orient. Indiana Jones et son père, brillants archéologues, se mettent en quête d'une précieuse relique convoitée par les nazis.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Edité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues

Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e- mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siége social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

" POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :
l'Entreprise Nationale de communication, d'édition et de Publicité "
Agence ANEP
01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone: 021-73-71-28
/ 021-73-76-78
/ 021-74-99-81
Fax: 021 - 73- 95- 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com. dz "

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustrations adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

LE CHIFFRE DU JOUR

334

LE MINISTÈRE saoudien des Finances a annoncé, ses estimations des principaux indicateurs pour le budget de l'année prochaine, avec un total de 334 milliards de dollars américains.

PALESTINE

Crimes odieux en Palestine sous l'œil du monde arabe et de la communauté internationale

PAR AMMAR ZITOUNI

Dans les années 70 Hocine Aït Ahmed a conseillé Yasser Arafat (Paix à leurs âmes tous les deux) en lui disant: "Si vous voulez libérer la Palestine, vous ne devriez pas compter sur la Ligue arabe parce qu'elle vous quittera, nous avons souffert avec eux en Algérie pendant la Révolution de libération.

Puis mobiliser votre peuple et demander ensuite le soutien des pays afro-asiatiques et latino-américains et de l'Europe de l'Est. Ils connaissent le sens de la révolution et de la libération. Et ne faites pas de la question palestinienne un problème ethnique national racial et pas un problème religieux. Que ce soit une question humanitaire liée à la liquidation du colonialisme et à la libération de la terre et de votre peuple qui décident de son sort et de son avenir, et personne d'autre"

-En journalisme comme en politique, on n'a le choix qu'entre se répéter ou se contredire et le lecteur nous pardonnera, on espère rappeler ci-dessus, donc de répéter, ce qui nous écrions sans relâche ici même sur la légitimité e la cause palestinienne, la position ferme de l'Algérie et la division des dirigeants arabes sur cette question majeure. Il n'y avait d'ailleurs aucun mérite à prévoir. Ce qui eût été méritoire aurait été pour les dirigeants arabes de prévenir la longévité de l'occupation sioniste soutenue et aidée par les américains et les occidentaux. les dirigeants arabes n'ayant pas su empêcher jusqu'à présent l'exterination des palestiniens en général et en particulier dans la bande de Ghaza. Que peuvent-ils faire pour sauver le peuple palestinien. Sauver la Palestine, c'est bien sûr s'engager qu'elle soit le plus vite possible un Etat indépendant, souverain, uni, gouverné par les palestiniens eux-mêmes et vivant en paix et en sécurité hors des interférences sionistes directes et des Etats-Unis, voire de certains Etats arabes limitrophes, c'est à dire tout le contraire en somme de ce qu'il est depuis 75 ans et particulièrement depuis le mois d'octobre dernier dans la bande de Ghaza.

La bande de Ghaza d'aujourd'hui et tous les journaux du monde l'ont décrite à satiété: le droit humanitaire international s'étant effondré pour laisser place à la sauvagerie israélienne, la bande de Ghaza en est la proie... C'est hélas, le mot qui convient car les pulsations militaires qui arrivent de Tel-Aviv existent à la guerre et aux massacres des Palestiniens. Ce qui est de plus grave dans cette situation, c'est le manque de vérité. Dans la bande de Ghaza, la situation n'est pas grave; elle est chaque jour tragique pour les Ghazaouis eux-mêmes comme pour l'ensemble du peuples palestinien Pour la première fois dans l'histoire de la colonisation, un peuple tout entier a peur pour sa survie tant il est victime des massacres brutaux complétement ignorés et passés sous silence par les médias occidentaux qui ont déformé les faits sur la guerre adoptant de faux récits israéliens et leurs affirmations sataniques, transformant les victimes en bourreaux et les agresseurs en victimes.

Une situation de crimes odieux qui révèle l'incapacité internationale à protéger le peuple palestinien et a atténuer les sentiments de certains pays dit "civilisés" qui prétendent protéger le droit international et l'ordre mondial et dont l'immunité n'a pas été affectée par les scènes de meurtres aveugles de civils palestiniens, qu'ils soient des enfants, des femmes, des malades, ainsi que les bombardements d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées etc., jusqu' à leur niveau atteignent les corps d'innocents mutilés par des chiens et cela ne fait rien pour émouvoir ces pays et la communauté internationale et qui refusent d'assumer leurs responsabilités juridiques et morales, de mettre un terme à ces massacres et à la guerre d'agression qu'Israël mène au nom de sa "légitime défense".

Et enfin, de Ryadh (Arabie saoudite) lors de la récente conférence arabo-musulmane, n'arrivent que des pulsations qui incitent au silence envers l'Etat sioniste et son aveugle aventure sanglante et meurtrière contre les citoyens de la bande de Ghaza et ce, au lieu e prendre avec tout le courage nécessaire des engagements drastiques contre l'occupant sioniste qui continu à brûler la bande de Ghaza. Les participants à cette conférence n'ont pas été à hauteur des attentes des peuples arabes et musulmans pour engager leurs responsabilités, à ce moment précis et décisif de l'histoire de la question palestinienne, ni du poids politique qu'ils devraient avoir face aux crimes et massacres israéliens. Le désaccord dans le monde arabe et ses dirigeants ne saurait justifier un désaccord sur la prise d'une décision ferme sur la criminalité en cours à Ghaza. On s'est contenté à Ryadh de déclarations de dénonciation et de désapprobation, sans exigé la moindre mesure pouvant ne pas plaire aux Etats-Unis et à Israël. Ce qui s'est conclu lors de cette conférence n'est pas dans l'intérêt de la cause palestinienne ni du monde arabe et musulman. Tout est trompe-l'œil et que personne ne se soucie ni du peuple palestinien, ni de son indépendance. C'est dire que le panarisme arabe a sous la pression des USA perdu son sens. Alors que le nationalisme palestinien qui existe depuis 1948 a survécu à la colonisation la plus longue de l'histoire de l'humanité. Il existe encore, mais affaibli par les dirigeants arabes qui refusent à l'encourager et à le régénérer car lui seul est à même de ramener la Palestine à son réel Etat indépendant. Les dirigeants arabes se baladent d'un camp à un autre, d'une position à une autre et où en sourdine la réconciliation avec l'Etat hébreu se cherche Cette approche voulue par certains Etats arabes avec l'Etat sioniste n'est pas un facteur stabilisateur pour le monde arabe, mais le contraire qui vise la tranquillité d'Israël et la défense des intérêts occidentaux et américains dans la région.Jamais auparavant dans le monde les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne ne se sont trouvés engagés , en même temps pour liquider la résistance du peuple palestinien Ici, dans la bande de Ghaza, s'inaugure donc à travers cette complicité concomitante sur le même théâtre d'opérations une nouvelle forme d'extermination des Palestiniens. Les vents de la paix ne soufflent plus sur la Palestine, les bourrasques entretenues ici et là

dérèglent la boussole de la paix dans tout le Moyen-Orient. il faut donc couper le cordon ombilical, isoler Israël et pour cela le monde arabe doit se fixer en commun son destin face à l'impérialisme, le colonialisme et le sionisme.

L'Algérie dans son engagement ferme envers la cause palestinienne a de tout temps appelé à élaborer une formule réaliste commune pour régler cette question notamment au niveau de l'ONU et de son Conseil de sécurité en tant que deux instances et forces prépondérantes ayant pour mission l'ouverture à la voie d'une Palestine décolonisée. L'Algérie n'a jamais caché qu'elle reste influencée dans toutes ses positions envers la Palestine par son expérience durant la Lutte de libération nationale. Partie intégrante de la Nation arabe, dont le peuple algérien partage les épreuves, l'Algérie n'hésitera jamais à assumer son devoir à l'égard de la Palestine. Preuve en est, au lendemain des accords d'Abraham, l'Algérie a exprimé sa position et leurs implications sur la Nation arabe dans le sens que ces accords pilotés par les Etats-Unis et le Maroc ignorent totalement les problèmes palestiniens ni même l'évolution de la situation catastrophique que vivent les citoyens palestiniens Dans cette voie, la diplomatie algérienne n'a de cesse de mettre en relief les objectifs et la portée des accords d'Abraham qui ont été signés essentiellement dans le but de liquider la résistance palestinienne. Dans ce cadre, le président de la Républiuqe, Abdelmadjid Tebboune à diverses occasions a mis l'accent sur la responsabilité qui incombe à tous les pays et a appelé à un surcroît d'efforts et de contacts pour consolider les rangs arabes et faire face aux complots tramés contre la nation arabe et par voie de conséquence, renforcer la résistance arabe aux accords d'Abraham de la capitulation visant entre autres la normalisation avec l'entité sioniste qui continue de violer le droit international, le droit à la liberté des palestiniens. L'Algérie dans sa constante position ferme envers la question palestinienne s'appuie sur le droit international pour l'indépendance de la Palestine, la constitution de son Etat national et sa capitale El-Qods-Est et qu'il soit seul responsable comme principale acteur de l'édification de son propre Etat unitaire, seul responsable de protéger "l'arbuste" national le temps que s'affirment ses racines contre les avatars du colonialisme et du sionisme. Il s'agit avant tout de négocier le départ d'Israël des terres d'avant 1967 et qui peut favoriser d'abord, d'exécuter avec abnégation un nouveau plan de sauvetage de la Palestine de griffes de l'entité sioniste. Pour ce faire, l'Algérie ne voit qu'un collège formé par la communauté internationale, l'ONU et le Conseil de sécurité, qui y délégueraient chacun ses responsabilités politiques les plus impartiales, les plus indépendantes pour être à mesure de jouer le rôle délicat de témoin, d'arbitre et mentor de la fin de la guerre et de la paix au Moyen-Orient.

A. Z.

Post scriptum

Par B. Chellali

L'heure du grand lessivage

Lors de son allocution jeudi devant les opérateurs économiques, le président de la Républlique, Monsieur Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent sur la démarche d'édification d'une économie productive et diversifiée sur la promotion de la productive, la production nationale et l'exportation et soutenue par le secteur des PME, une démarche visant également à réduire les importations dans le cadre " d'un nouveau modèle économique affranchi des mentalités et des pratiques du passé".

Ce nouveau modèle économique vise à combler les vides en matière de réglementation liés à la promotion à la fois économique et sociale. Le plus important est de promouvoir des pratiques économiques efficientes de croissance dans le pays marqué par une tendance à la surconsommation et de promouvoir l'exportation en tant que mécanisme direct d'économie performante devant faire face avec systématisé et objectivité à la mondialisation et à ses chocs imprévus en tant qu'élément de priorité essentiel à prendre e, compte dans l'ordre et de la discipline ans la gestion quotidienne de la sphère économique. Le président de la République en encouragement au modèle économique en vigueur, a affirmé jeudi, l'attachement de l'Etat à poursuivre l'amélioration du climat des affaires et à hisser le rendement des entreprises publiques et privées, dans le cadre des réformes économiques, en œuvrant avec persévérance à la réalisation de la croissance économique. Dans cette direction, le Président de la République a indiqué que l'année 2O24 serait, à l'instar de l'année 2O23, une année économique, expliquant que l'année prochaine verra la poursuite de la consolidation de l'économie nationale dans le cadre des mesures prises ces trois dernières années, les quelles ont touché l'ensemble des secteurs économiques

Ceci explique que tous les secteurs économiques doivent être efficients et rentables et comme seule solution à valoriser les efforts comme c'est l'heure d'un grand lessivage pour éradiquer l'absentéisme, l'indiscipline, l'inefficacité au travail, dans chaque secteur, d'analyser, de mettre en œuvre, de proposer, de rétroalimenter la croissance économique et sociale mais aussi de maintenir les mesures d'économies mises en place par les réformes dans cette étape. Une étape qui exige d'épargner et d'être efficace pour mettre en cause certaines déficiences liées à des comportements inappropriées antérieures. Les orientations du président de la République ont été claires: rechercher des niches d'efficience dans tout le processus de la relance économique, mieux optimiser les atouts et les ressources du pays, perfectionner le rôle du secteur public et privé dans les investissements liés à la création de richesse et d'emploi à travers la promotion d'une culture de l'économie des ressources, tout en convenant de la nécessité de continuer à produire plus dans le cadre de la diversification de l'économie et ,surtout de l'importance de maintenir les mesures d'économie adoptées par le gouvernement et qui étaient les principaux résultats et défis qui ont dans leur sillage de réorganiser, clarifier, définir et amélioré l'activité économique, ainsi que le degré de soutien des entreprises dans leur travail de participation au national du pays.

B. C.